

# GUIDE

## POUR L'INTÉGRATION DE CLAUSES RESPONSABLES DANS LES MARCHÉS PUBLICS LIÉS À L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS





■ INTRODUCTION .....	5
■ PARTIE A : CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES, SOCIALES, ÉTHIQUES ET ÉCONOMIQUES .....	9
1. IMPACT ENVIRONNEMENTAL .....	10
2. IMPACT SOCIAL ET ÉTHIQUE D'UN ÉVÉNEMENT .....	11
3. ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES .....	13
■ PARTIE B : OUTILS POUR UN ÉVÉNEMENT RESPONSABLE .....	17
1. CONCEPTS CLÉS .....	18
2. PRÉPARATION DE VOTRE ÉVÉNEMENT .....	22
■ PARTIE C : CLAUSES TYPES POUR LES MARCHÉS PUBLICS RESPONSABLES .....	25
1. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES .....	26
1.1. RÉCAPITULATIF DES CLAUSES RECOMMANDÉES DANS LE GUIDE .....	26
1.2. PROCÉDURE DE PASSATION .....	28
1.3. L'UTILISATION DE LABELS ET CERTIFICATIONS DANS LES MARCHÉS PUBLICS .....	30
2. OBJET ET INTITULÉ DU MARCHÉ .....	30
3. SÉLECTION QUALITATIVE .....	31
3.1. CONSIDÉRATIONS SUR LA CAPACITÉ DU SOUMISSIONNAIRE .....	31
3.2. MOTIFS D'EXCLUSION FACULTATIVE .....	33
3.3. CONSIDÉRATIONS SOCIALES .....	33
4. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES .....	33
4.1. LOCATION DES LIEUX .....	35
5. ACCESSIBILITÉ ET MOBILITÉ .....	35
6. MOBILIER .....	37
7. MATÉRIEL .....	38
7.1. MATÉRIEL DE PROMOTION ET DE COMMUNICATION .....	38
7.2. GOODIES .....	38
8. SERVICE DE RESTAURATION EN ALIMENTATION DURABLE .....	39
8.1. ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES PRODUITS ALIMENTAIRES .....	39
8.2. PRODUITS ALIMENTAIRES ISSUS DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE .....	39
8.3. PRODUITS DE SAISON .....	40
8.4. PRODUITS/PLATS VÉGÉTARIENS .....	40
8.5. BOISSONS .....	41

9. EMBALLAGES .....	42
10. CRITÈRES D'ATTRIBUTION .....	43
10.1. PRIX .....	44
10.2. CRITÈRES QUALITÉ RESPONSABLES .....	44
10.2.1. Accessibilité .....	44
10.2.2. Mobilier .....	44
10.2.3. Alimentation durable .....	45
11. CONDITIONS D'EXÉCUTION .....	46
11.1. NORME ÉVÈNEMENT RESPONSABLE .....	46
11.2. CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES .....	47
11.3. RESTAURATION .....	47
11.3.1. Matériel et accessoires .....	47
11.3.2. Boissons .....	48
11.3.3. Réduction du gaspillage et des déchets alimentaires .....	48
11.4. EMBALLAGES .....	49
11.5. DÉCHETS .....	50
11.6. ACCESSIBILITÉ NUMÉRIQUE .....	50
■ ANNEXES .....	53

# INTRODUCTION

La commande publique, par son poids économique (environ 10% du PIB belge), représente un levier majeur de la transition de notre région vers un développement durable. En optant pour des pratiques d'achat responsable dans les marchés publics, les pouvoirs publics peuvent être un modèle pour la société en montrant l'importance de l'intégration des critères de durabilité dans les décisions d'achat.

Les considérations environnementales, économiques, sociales et éthiques doivent être prises en compte pour assurer une dimension responsable dans les marchés publics. En outre, en choisissant des offres qui répondent à ces critères, les pouvoirs publics peuvent stimuler l'offre de produits et services durables, encourageant de cette manière la transition vers une économie plus responsable. Cette approche pourrait également entraîner des économies à long terme pour les pouvoirs publics en utilisant leurs ressources de façon plus durable.

Dans ce contexte, le présent guide vise à sensibiliser les acheteurs publics aux différentes étapes d'un marché public relatif à l'organisation d'un événement responsable, depuis sa conception jusqu'à son exécution.

## A qui s'adresse ce guide ?

Ce guide est principalement conçu pour des événements de petite ou moyenne taille en présentiel. Il peut être utilisé par les pouvoirs adjudicateurs wallons et les pouvoirs locaux soucieux des aspects durables pour, par exemple, l'organisation d'événements qui requièrent la sollicitation de services de catering (petite restauration), la location de matériel, ou d'une salle pour accueillir les participants.

## Un marché public responsable, késako ?

Il s'agit d'un marché qui prend en compte, de manière équilibrée, des considérations environnementales (en ce compris circulaires), sociales et éthiques lors du processus d'achat public tout en conservant des préoccupations économiques. Ces considérations doivent être retranscrites dans les documents du marché, dont le cahier des charges.

## Éléments à prendre en considération

La première question à se poser, dans une démarche d'éco-conception d'un événement, est : « est-il nécessaire d'organiser cet événement en présentiel ? ». En effet, à l'aire de la digitalisation et de la technologie il n'est pas toujours indispensable d'organiser un événement en présentiel. **On présume donc que votre événement n'est réalisable qu'en présentiel et que la piste du virtuel a été écartée.**

Le guide a été conçu pour les événements en présentiel indépendamment de la procédure choisie par le pouvoir adjudicateur pour passer le marché, que la procédure soit soumise ou non à la publicité. Il va de soi que le choix des clauses à intégrer dans les documents du marché doit toujours s'effectuer au regard de l'importance de celui-ci et proportionnellement à son montant.

C'est pourquoi, il est conseillé de privilégier des clauses simples et peu contraignantes dans les spécifications techniques d'un marché de faible montant (lorsque le montant du marché est inférieur à 30.000€ HTVA). Le niveau d'exigence pourra être augmenté dans le cadre de marchés publics visant de plus gros événements.

Le guide contient des exemples de clauses qui concernent la sélection qualitative, les spécifications techniques, les critères d'attribution et les conditions d'exécution<sup>1</sup>. Ces clauses peuvent s'intégrer tant dans des marchés soumis à la publicité qu'exemptés, tels les marchés de faible montant ou la procédure négociée sans publication préalable

---

<sup>1</sup> Pour rappel les clauses relatives à la sélection qualitative ne sont pas obligatoires quand les marchés publics sont passés sans publicité sauf procédures négociées sans publication préalable dont le montant de l'offre approuvée atteint cependant le seuil de publicité européenne.

## Comment lire ce guide ?

Le guide est divisé en trois parties :

**Partie A** : Considérations environnementales, sociales, éthiques et économiques

**Partie B** : Outils pratiques dans le cadre des événements responsables : Concepts clés – checklist – labels

**Partie C** : Exemples de clauses types pour la rédaction d'un cahier des charges pour un événement responsable. Cette partie est structurée comme un cahier des charges : objet du marché, sélection qualitative, spécifications techniques, critères d'attributions et conditions d'exécution.

**Les six Annexes** parcourent les certifications et labels en liaison avec la durabilité.



**PARTIE A :  
CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES, SOCIALES,  
ÉTHIQUES ET ÉCONOMIQUES**

# 1. IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Il est important de se demander comment un événement impacte l'environnement, pour pouvoir comprendre comment le rendre plus respectueux afin d'en diminuer les retombées négatives et d'en augmenter les retombées positives.

A cet égard, la Wallonie s'est engagée à atteindre les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) mis en place par l'Organisation des Nations Unies (ONU) à travers le [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#). Dans ce contexte, l'organisation d'événements responsables permet d'intégrer certains de ces ODD, par exemple : Eau propre et assainissement (ODD 6), Énergie propre et d'un coût abordable (ODD 7) ou encore Consommation et production responsable (ODD 17).

Lors de la conception d'un événement il est donc souhaitable d'envisager les aspects suivants relatifs à l'impact d'un événement sur l'environnement :

## ■ La consommation d'énergie et les transports

Le transport est l'un des facteurs principaux qui contribue à l'empreinte carbone.



En Wallonie, en 2019, les principaux secteurs responsables d'émissions étaient l'industrie (29,5 %), le transport routier (24,1 %), le secteur résidentiel (16,2 %), l'agriculture (12,2 %) et le secteur de l'énergie (8,5 %). Avec 10,2 t eq CO<sub>2</sub> émises par habitant en 2019, la Wallonie se situait au-dessus de la moyenne européenne (UE-28 : 7,9 t eq CO<sub>2</sub>/hab).

Entre 1990 et 2019, les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) ont diminué de 33,3 % grâce à des réductions marquées dans les secteurs de l'industrie (- 57,6 %), et de l'énergie (- 55,4 %), et ce, malgré l'augmentation importante des émissions du transport routier (+ 33,2 %) (augmentation du nombre de véhicules et des kilomètres parcourus).

Afin de réduire ces émissions, il est nécessaire, lorsque cela est possible, de privilégier des lieux accessibles en transports publics tels que le train, le bus ou via des modes de déplacement dits doux comme le vélo, ou la trottinette. De plus, il est souhaitable de privilégier des lieux proches du public cible si ce dernier est concentré dans une zone géographique limitée.

## ■ La restauration



Dans un événement, la restauration peut contribuer jusqu'à un tiers de l'impact global de celui-ci sur l'environnement<sup>1</sup>. Afin de diminuer cet impact, il est conseillé de choisir des traiteurs ou producteurs qui utilisent des produits issus de l'agriculture biologique de saison (voir le [calendrier de saisonnalité des fruits et légumes en Wallonie](#)<sup>2</sup>) et issus du commerce équitable. Toutefois, lors du choix de ces produits, il est souhaitable de tenir compte du nombre de kilomètres parcourus. En effet, les émissions de GES lors du transport contribuent à l'augmentation de l'empreinte carbone des produits alimentaires. L'effet bénéfique d'un aliment issu de l'agriculture biologique peut être contrebalancé par les effets des GES lors de son transport surtout si le produit doit parcourir plusieurs kilomètres avant d'atteindre le consommateur. La mise à disposition de repas végétariens est également une piste à explorer car ces derniers peuvent produire jusqu'à deux fois moins de kg eq CO<sub>2</sub> qu'un repas composé de viande<sup>3</sup>.



Il est également important de rappeler que **l'industrie alimentaire est responsable de 12% de la consommation d'énergie** en Belgique. La diminution du gaspillage alimentaire est donc l'une des principales clés de l'optimisation énergétique. Moins de gaspillage alimentaire représente, par conséquence, moins d'énergie consommée. En Wallonie, en 2017 - 2018, les quantités de **gaspil-**

1 <https://environnement.brussels/pro/services-et-demandes/conseils-et-accompagnement/organisation-devenements-durables>

2 <https://www.apaqw.be/fr/calendrier-des-fruits-et-legumes-de-saison-en-wallonie>

3 [https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2022-02/20220210\\_Rapport\\_Vers-une%20alimentation\\_bas%20carbone-saine-et-abordable-Volet-2\\_WWFrance.pdf](https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2022-02/20220210_Rapport_Vers-une%20alimentation_bas%20carbone-saine-et-abordable-Volet-2_WWFrance.pdf)

**lage alimentaire étaient estimées à 17,4 kg/habitant.** De plus, l'Union Européenne impose de réduire le gaspillage alimentaire de 30% à l'horizon 2025. **C'est pourquoi le gaspillage alimentaire est l'un des défis majeurs dans l'organisation du catering.**

### ■ La gestion des déchets

Pour un événement de 1000 personnes, on estime que 500 kg de déchets sont produits<sup>4</sup> en moyenne. Une estimation la plus précise possible des besoins d'achat dès la conception du marché permettra d'éviter le gaspillage et la production de déchets. Par ailleurs, quand l'événement a lieu, il est important de trier correctement ses déchets et d'utiliser un maximum d'emballages réutilisables comme des gobelets, des gourdes, des assiettes, etc.

A cet égard, l'ADEME (l'Agence française pour la Transition Ecologique) publie quelques outils<sup>5</sup> qui peuvent être utilisés pour évaluer l'impact environnemental de votre événement :

- ADERE (Autodiagnostic Environnemental pour les Responsables d'Événements)
- CLEO (Calculateur de Performance Événementiel)
- Climeet (Outil carbone sectoriel en ligne)

C'est en analysant ces différents points que vous pourrez identifier où des changements sont à opérer pour rendre votre événement plus respectueux de l'environnement.

## 2. IMPACT SOCIAL ET ÉTHIQUE D'UN ÉVÉNEMENT

Une réflexion peut également être menée sur les aspects de durabilité qui ont un impact et une visibilité d'un point de vue éthique et social.

La réalisation d'un événement a non seulement un impact sur l'environnement mais aussi un impact social et éthique. Par exemple, lors du choix de l'entreprise qui fournira les denrées alimentaires, le pouvoir adjudicateur pourrait rédiger des clauses qui favorisent les produits provenant d'un système de production éthique qui assure, notamment, un prix juste au producteur.

Une autre façon d'avoir un impact positif au niveau social est de mettre en évidence l'organisation durable de l'événement. Ainsi, l'entreprise organisatrice peut demander, dans les conditions d'exécution, que le fournisseur indique le circuit de production des denrées utilisées.

Enfin, pour les marchés passés avec publicité, le pouvoir adjudicateur pourra penser à diviser le marché en plusieurs lots afin de faciliter l'accès au marché des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et des Très Petites Entreprises (TPE), le plus souvent locales. Il veillera néanmoins à trouver l'équilibre entre cet accès et le caractère fonctionnel du marché.

Pour aller encore plus loin dans l'organisation d'un événement ayant une retombée positive au niveau social et éthique, il est possible de choisir des entreprises actives dans l'économie sociale.

L'économie sociale tient compte de différents aspects éthiques et sociaux dans le mode d'organisation et de production des entreprises. [Le Décret wallon relatif à l'économie sociale \(2008\)](#) définit celle-ci comme « *les activités économiques productrices de biens ou de services, exercées par des sociétés, principalement coopératives et/ou à finalité sociale, des associations, des mutuelles ou des fondations, dont l'éthique se*

<sup>4</sup> « Organiser des événements Zéro Déchet », [http://environnement.wallonie.be/OH/zerodechet/fiche\\_action4\\_evenement.pdf](http://environnement.wallonie.be/OH/zerodechet/fiche_action4_evenement.pdf)

<sup>5</sup> <https://communication-responsable.ademe.fr/le-bilan-dun-evenement-responsable>  
Agence de la transition écologique

traduit par l'ensemble des principes suivants :

1° finalité de service à la collectivité ou aux membres, plutôt que finalité de profit ;

2° autonomie de gestion ;

3° processus de décision démocratique ;

4° primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus. »

Lors de la prospection du marché, le pouvoir adjudicateur pourrait choisir d'avoir un aperçu des entreprises répondant au sens strict à la définition d'économie sociale. Sur ce point, plus d'informations sont disponibles sur [InitiativES](#) qui est la Fédération wallonne des Entreprises d'Insertion (EI), des Initiatives de Développement de l'Emploi dans les secteurs des Services de proximité à finalité Sociale (IDESS) et des Initiatives d'Economie Sociale (IES).

[Acteur de l'Economie sociale](#) est l'une des premières plateformes consacrées à la thématique de l'économie sociale. Cette plateforme met à disposition une [liste et une carte interactive](#) présentant les entreprises sociales actives dans différents secteurs tels que l'alimentation ou la récupération.

Une alternative est de contacter le facilitateur clauses sociales<sup>6</sup> « entreprises d'économie sociale » ([clausessociales@saw-b.be](mailto:clausessociales@saw-b.be) ou 071/53.28.30).

Enfin, le pouvoir adjudicateur peut consulter l'annuaire « ES Préférences » mis en ligne par la fédération d'entreprises d'économie sociale SAW-B<sup>7</sup> à l'adresse suivante : <https://saw-b.be/annuaire-entreprises-sociales/> Cet annuaire recense près de 800 entreprises d'économie sociale classées par secteurs d'activité, agréments, provinces et forme juridique. Parmi ces entreprises, plusieurs sont actives dans le secteur du service de restauration. Si la thématique et le contenu (services, fournitures) du marché s'y prêtent, il est loisible à un pouvoir adjudicateur d'intégrer une clause sociale dans son cahier spécial des charges.

Si vous êtes agent au Service public de Wallonie, dans une UAP, une province ou une commune, le helpdesk « achats publics responsables » mis en place par la Région wallonne peut vous y aider : [marchespublics.responsables@spw.wallonie.be](mailto:marchespublics.responsables@spw.wallonie.be).

## ■ **Marché réservé**

Pour favoriser l'insertion des groupes éloignés de l'emploi, la législation sur les marchés publics offre, depuis un certain temps, la possibilité de réserver l'accès du marché ou de certains lots à des entreprises d'insertion sociale ou à des ateliers protégés. Ces entreprises sont regroupées sous l'appellation « Entreprise d'Economie Sociale d'Insertion » (EESI).

L'agrément de ces entreprises relève de la compétence des Régions. Sont agréées par l'autorité régionale : les ETA (Entreprises de Travail Adapté) ; les EI (Entreprises d'Insertion) ; les EFT (Entreprises de Formation par le Travail). Doivent également être considérées comme des EESI les entreprises répondant à des conditions équivalentes aux conditions de l'agrément<sup>8</sup>.

La réservation de marché est organisée par l'article 15 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics aux conditions suivantes :

- L'accès à la procédure de passation est réservé à des ateliers dits protégés et à des opérateurs économiques dont l'objectif est l'intégration sociale et professionnelle de personnes handicapées ou défavorisées ;

6 Fiche thématique « Facilitateurs clauses sociales » disponible sur le Portail des marchés publics de Wallonie, voir : <https://marchespublics.wallonie.be/files/Outils/Outils%20pouvoirs%20locaux/Fiches%20outils/Fiche%20n%C2%B02%20-%20Facilitateurs%20clauses%20sociales.pdf>

7 <https://saw-b.be/inclure-repondre-clauses-sociales/>

8 Loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi, article 59.

## OU

- L'exécution du marché (ou du ou des lots concernés) est réservée à ceux-ci dans le cadre de programmes d'emplois protégés

## ET

- À condition qu'au moins 30% du personnel de ces ateliers, opérateurs économiques ou programmes soient des travailleurs handicapés ou défavorisés ;

## ET

- L'avis de marché ou, en son absence, un autre document du marché, fait mention de la réservation en renvoyant à l'article 15 de la loi du 17 juin 2016.

L'adjudicateur peut se référer à un atelier ou à un opérateur ou à un programme conforme à la terminologie utilisée et aux conditions fixées dans un décret ou une ordonnance, mais il doit cependant accepter les ateliers, opérateurs et programmes qui répondent à des conditions équivalentes.

## 3. ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES

Outre les avantages tangibles non économiques, tels que la protection de l'environnement, et le renforcement de la responsabilité sociale des organisations publiques, les marchés publics durables peuvent permettre des économies budgétaires.

Les produits durables peuvent parfois avoir un coût initial plus élevé mais ils peuvent générer des économies à long terme grâce à leur durabilité accrue. En incitant à la sobriété en termes d'utilisation des ressources, nous pouvons aussi bénéficier d'économies. Par exemple, vous pouvez préciser dans les spécifications techniques que la température de la salle ne doit pas être supérieure à 19°C.

L'achat de produits durables et éco-conçus peut réduire la quantité de déchets générés ainsi que les coûts associés à leur élimination. Par exemple, l'utilisation de produits recyclés ou compostables peut réduire les frais de gestion des déchets.

De plus, les achats durables encouragent souvent l'utilisation efficace des ressources, ce qui peut réduire les coûts liés à l'utilisation excessive ou au gaspillage de matériaux, d'eau ou d'énergie, tels que les coûts d'électricité ou de chauffage.

En adoptant des pratiques d'approvisionnement durable, les organismes publics communiquent d'une façon responsable, tout en favorisant le secteur productif respectueux de l'environnement et des aspects sociaux et éthiques. Ainsi le secteur public stimule le changement et améliore aussi sa réputation.

Par ailleurs, le budget dont le pouvoir adjudicateur dispose pour son événement délimitera les spécifications techniques de son cahier des charges. Les spécifications techniques du cahier des charges doivent être réalistes et en rapport avec le budget défini. Par exemple, s'il dispose d'un petit budget, il indiquera dans les spécifications techniques que le repas sera composé de sandwich plutôt que d'un repas chaud.

Afin de bien s'ajuster au budget et de rester dans une conception responsable, il est utile de réfléchir à tous les coûts qui interviennent lors de la préparation, de la mise en place et de la finalisation d'un événement.

Lorsque le pouvoir adjudicateur réfléchit aux produits et aux services dont il aura besoin pour l'exécution de son événement, il ne doit pas seulement tenir compte du seul prix de ces produits et services. Ce prix ne représente qu'un des éléments du coût de tout le processus d'achat, de possession et d'élimination de déchets.

La réglementation des marchés publics (article 81 §2, 2° de la loi relative aux marchés publics) permet de choisir comme critère d'attribution le « coût du cycle de vie », à la place du seul prix, ce qui permet de prendre en compte les externalités en termes d'impact vert et circulaire<sup>9</sup>. On entend par externalités tous les impacts environnementaux exprimés dans les coûts qui peuvent être liés à des impacts environnementaux externes (et qui ont un lien avec le produit, le service ou les travaux tout au long du cycle de vie). Par exemple, la consommation d'eau pendant une certaine période peut être liée à un certain coût.

Contrairement au seul critère « prix », le coût du cycle de vie permet au pouvoir adjudicateur de prendre en compte tout ou partie des coûts imputables à un produit, un service ou un ouvrage tout au long de son cycle de vie et qui seront supportés par le pouvoir adjudicateur ou d'autres utilisateurs. Cette approche en coût total peut aider le pouvoir adjudicateur à mieux maîtriser la planification budgétaire en amont tout en stimulant sa capacité à sélectionner des offres offrant un réel potentiel en matière de circularité. L'achat de produits économes en énergie, avec une longue durée de vie, de solutions de restauration qui se concentrent sur une production de déchets minimale ou d'installations sanitaires qui réduisent la consommation d'eau, etc. sont tous des exemples qui prennent en compte une approche de coûts totaux.

Ce concept permet aux pouvoirs adjudicateurs d'avoir une réflexion globale en tant qu'acheteur.

Le critère du « coût du cycle de vie » peut cependant être difficile à mettre en œuvre. En effet, le pouvoir adjudicateur doit veiller à clairement circonscrire dans le cahier spécial des charges les éléments qui seront pris en compte dans ce « coût », afin de respecter le principe général de transparence et de ne pas entraver la comparabilité des offres. Ces éléments, conformes aux exigences de l'article 82 de la loi relative aux marchés publics, doivent être objectivables et vérifiables. Le pouvoir adjudicateur indique dans son cahier spécial des charges les moyens de preuve à joindre à l'offre par les soumissionnaires et la méthode qu'il utilisera pour déterminer le coût du cycle de vie à partir de ceux-ci.

Pour un certain nombre de groupes de produits, la Commission européenne a élaboré des outils et des modèles qui facilitent la prise en compte du coût du cycle de vie<sup>10</sup>.

### ■ Offre économiquement la plus avantageuse

Un marché public est attribué au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, laquelle est déterminée au choix<sup>11</sup> :

- Sur la base du **prix** ;
- Sur la base du **coût**, selon une approche fondée sur le rapport coût/efficacité tel le coût du cycle de vie ;

Les coûts du cycle de vie d'un produit, d'un service ou d'un ouvrage sont définis à l'article 82 de la loi susvisée. Dans la mesure où ils sont pertinents, ces coûts comprennent les coûts liés à l'acquisition, à l'utilisation (tels que la consommation d'énergie et d'autres ressources), à la maintenance et à la fin de vie (tels que la collecte et le recyclage).

- Sur le **meilleur rapport qualité/prix** qui est évalué sur la base du prix ou du coût et sur un ou plusieurs critères **comprenant des aspects qualitatifs, environnementaux et/ou sociaux**.

L'option d'utiliser comme critère d'attribution uniquement le prix, permet de choisir l'offre la moins chère mais ne tient pas compte de critères environnementaux ou sociaux dans le classement des offres.

Concernant les coûts de cycle de vie, il existe des outils pour les mesurer et obtenir ainsi une valeur monétaire objective et vérifiable. Cependant, c'est un processus qui requiert une expertise de calcul dans la matière qui n'est pas facilement accessible aux pouvoirs publics locaux.

<sup>9</sup> <https://guidedesachatsdurables.be/fr/environnemental/cout-du-cycle-de-vie>

<sup>10</sup> [https://green-business.ec.europa.eu/green-public-procurement/life-cycle-costing\\_en?prefLang=fr&etrans=fr](https://green-business.ec.europa.eu/green-public-procurement/life-cycle-costing_en?prefLang=fr&etrans=fr)

<sup>11</sup> Conformément à l'article 81 §2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics

Dans ce contexte et dans le but d'élaborer une analyse d'offres efficace et environnementalement positive dans le cadre de l'organisation d'un événement responsable, nous recommandons le choix d'une attribution fondée sur le **meilleur rapport qualité/prix**. Ceci permet de tenir compte de façon pondérée d'une part de l'aspect économique, et d'autre part, des aspects environnementaux et sociaux.



## **PARTIE B : OUTILS POUR UN ÉVÉNEMENT RESPONSABLE**

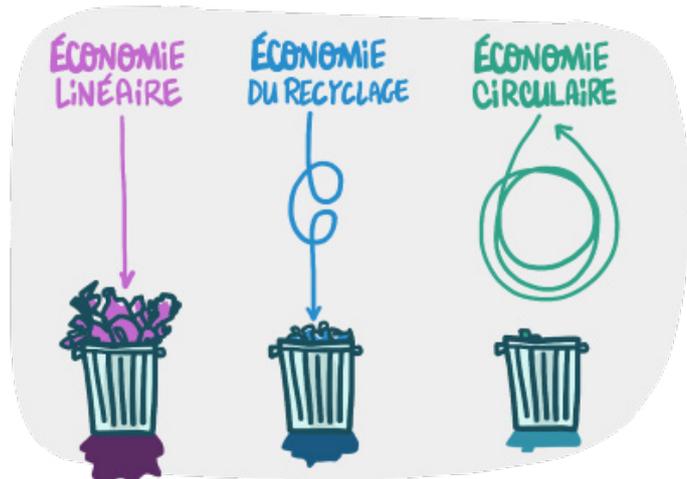
# 1. CONCEPTS CLÉS

Le guide met en avant des concepts reliés à la **durabilité**<sup>1</sup>, celle-ci étant définie par les Nations Unies comme la satisfaction des besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins. De plus, ce guide entend que le concept de durabilité a pour synonymes responsable ou développement durable et les utilise indistinctement.

Ci-dessous des concepts clés autour de la durabilité dans le secteur de l'événementiel sont définis. En tant que pouvoir adjudicateur, vous serez amené à les utiliser lors de la rédaction du cahier des charges et à en tenir compte dans votre procédure de passation.

## ■ Economie circulaire

La Commission Européenne définit<sup>2</sup> l'économie circulaire comme une économie dans laquelle les produits et les matières **conservent leur valeur le plus longtemps possible** ; les déchets et l'utilisation des ressources sont réduits au minimum et, lorsqu'un produit arrive en fin de vie, les ressources qui le composent sont maintenues dans le cycle économique afin d'être utilisées encore et encore pour recréer de la valeur<sup>3</sup>. Par exemple, dans un modèle totalement circulaire, la notion de déchet n'existe même plus.



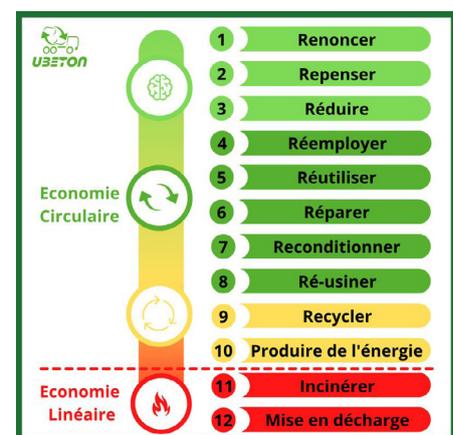
**L'économie circulaire s'oppose à la notion d'économie linéaire.** Ce modèle consiste à extraire les matières premières, à fabriquer des produits, à les consommer et enfin à les jeter. C'est ce trajet qui est caractérisé de « linéaire ». Autrement dit, les matières premières utilisées finissent par devenir et rester des déchets.

L'économie circulaire ne doit pas être confondue avec **l'économie du recyclage**. Le recyclage est une facette de l'économie circulaire, or il ne s'agit que d'une solution partielle. La circularité propose de nombreuses autres solutions complémentaires, et souvent plus efficaces, qui permettent une optimisation encore plus poussée de nos ressources (partager, louer, réutiliser, réparer, remettre à neuf).

## ■ Echelle de Lansink

L'échelle de Lansink est représentée sous la forme d'une échelle pour juger de l'efficacité dans l'utilisation des ressources. Cette échelle vise à hiérarchiser les modes de gestion des ressources, du plus au moins écologique, de façon à privilégier les méthodes les plus respectueuses de l'environnement. Par exemple : la réutilisation demande moins de ressources ou d'énergie que la réparation, de même que la réparation demande moins de ressources ou d'énergie que le recyclage d'une ressource<sup>4</sup>.

L'échelle de Lansink peut être utilisée comme un **outil de réflexion**



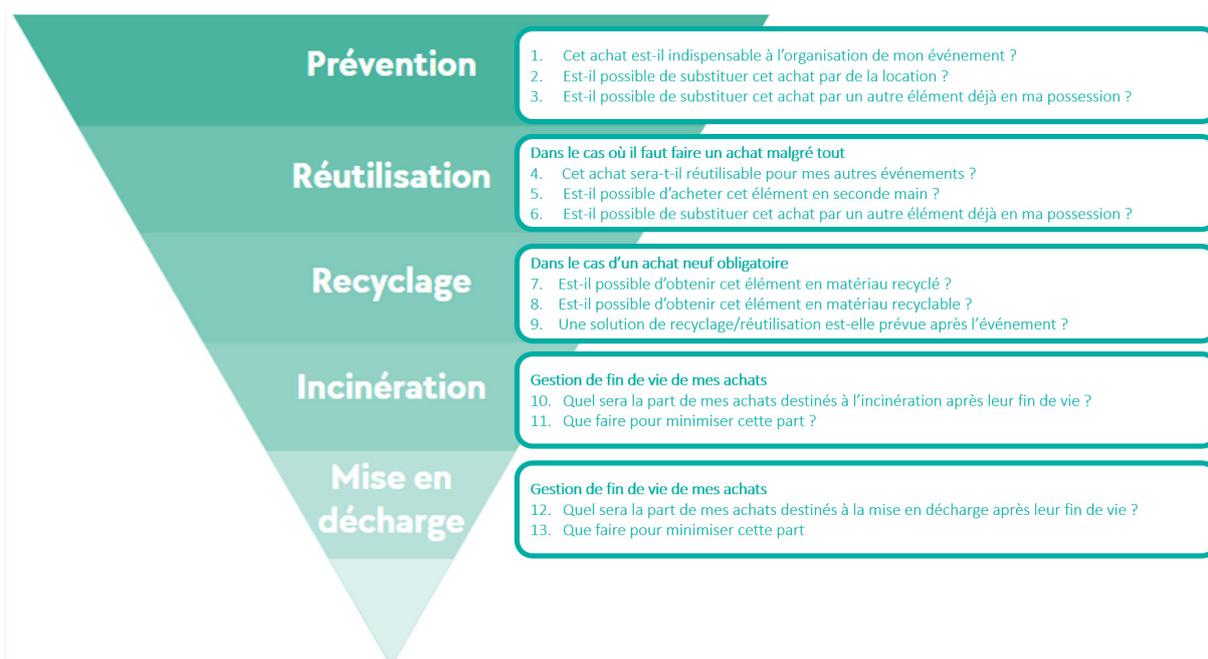
1 <https://www.un.org/fr/impact-universitaire/durabilit%C3%A9>

2 *Communication du 2 décembre 2015 de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions – Boucler la boucle – Un plan d'action de l'Union européenne en faveur de l'économie circulaire*, [https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:8a8ef5e8-99a0-11e5-b3b7-01aa75ed71a1.0003.02/DOC\\_1&format=PDF](https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:8a8ef5e8-99a0-11e5-b3b7-01aa75ed71a1.0003.02/DOC_1&format=PDF)

3 <https://economiecirculaire.wallonie.be/fr/economie-circulaire>

4 <https://economiecirculaire.wallonie.be/fr/articles/article/quels-types-actions-circulaires-peut-mettre-en-place-entreprise>

**pour définir vos besoins** (voir rubrique ‘Définition précise des besoins ‘) lors de la mise en place d’un événement. Ainsi, l’outil suivant peut être employé pour chaque fourniture identifiée dans votre liste :



## ■ Les labels et certifications dans la rédaction du cahier des charges

Un label atteste qu’un produit ou un service a été conçu conformément à certains critères de qualité ou à certaines normes. C’est également un symbole renvoyant à des valeurs. A ce titre, il peut orienter les préférences des consommateurs.

Les labels sont un instrument pratique pour évaluer rapidement si le produit répond à certaines exigences environnementales ou sociales. Il existe de nombreux labels et il n’est pas permis d’intégrer n’importe lequel d’entre eux dans un marché public. C’est pourquoi la législation sur les marchés publics décrit les conditions auxquelles doit répondre un label pour être exigé par le pouvoir adjudicateur (article 54 de la loi relative aux marchés publics). Tous les labels mentionnés dans ce guide répondent aux prescriptions de la législation.

La présence de labels de durabilité permet de vérifier facilement la conformité des produits ou services avec certaines exigences.

Lorsque vous exigez un label, il est obligatoire<sup>5</sup> de faire suivre cette mention des termes « ou équivalent » afin de ne pas exclure les possibles soumissionnaires qui n’ont pas le label demandé mais qui disposent d’un niveau de qualité équivalent.

Lorsque vous demandez que le produit soit labellisé « bio » par exemple, il convient de vous assurer d’une part que les soumissionnaires sont en mesure de fournir ce label ou équivalent et, d’autre part, que vous disposez des moyens pour vérifier l’équivalence des produits non labellisés qui seront éventuellement proposés par les soumissionnaires.

L’analyse de l’offre disponible, c’est-à-dire des différents soumissionnaires susceptibles de répondre aux exigences de votre marché, est indispensable pour prévenir le risque de n’obtenir aucune offre ou aucune offre régulière, ou encore d’exclure de la participation à la procédure les plus petites entreprises. En effet, l’obtention d’un label ou la constitution d’un dossier démontrant l’équivalence au label peut représenter un coût important pour celles-ci.

Il est également possible de rédiger des spécifications techniques et des critères d’attribution sans aucune référence à un label.

<sup>5</sup> Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, article 54.

## ■ Analyse de cas : utilisation d'un label à la fois dans les spécifications techniques et les critères d'attribution

### Spécifications techniques :

Lorsqu'il est certain qu'un produit ou service est disponible avec un label et qu'une telle exigence ne limite pas artificiellement la concurrence, on peut l'imposer dans les spécifications techniques, en tant qu'exigence minimale, pour certains/tous les postes de services/fournitures, sur base d'une liste de labels/certifications courants et reconnus, renseignés dans les documents du marché.

Par exemple, « Tous les manuels en papier sont imprimés sur du papier composé d'au moins 70% de fibres recyclées ».

### Critères d'attribution :

Ajouter des critères d'attribution durables « amélioration du seuil minimum » dans le cahier des charges permet d'être ambitieux tout en ne restreignant pas la concurrence. En effet, dans ce cas, le pouvoir adjudicateur favorise les soumissionnaires qui font un effort environnemental supplémentaire par rapport à l'effort minimal exigé dans les spécifications techniques. Ceux qui ne savent pas faire d'effort supplémentaire ne sont alors pas écartés de la procédure, ils obtiennent seulement moins de points pour ce critère.

Par exemple, « Pour chaque % supplémentaire de fibres recyclées dans la composition du papier par rapport au pourcentage minimum exigé (70%), le soumissionnaire obtient x points. Un maximum de x points peut être obtenu pour ce critère ».

$$\left( \frac{P_{offre} - P_{min}}{P_{max} - P_{min}} \right) \times S$$

Poffre = Pourcentage dans l'offre

Pmin = Pourcentage minimum (ici :70%)

Pmax = Pourcentage maximum (ici :100%)

S = nombre maximal de points pour le critère (5 par ex.)

Une bonne **préparation** permet à un pouvoir adjudicateur de définir son besoin et ses exigences afin de recevoir des offres susceptibles de répondre au mieux à ses attentes.

## ■ Réglementation récente autour du Développement Durable

**La Directive UE 2019/904 Européenne Plastique à Usage Unique**<sup>6</sup> introduit des restrictions sur certains produits en plastique à usage unique. L'utilisation de certains produits en plastique jetables pour lesquels il existe des alternatives est interdite. En outre, des mesures spécifiques seront prises pour réduire l'utilisation des produits en plastique les plus fréquemment jetés.

En région wallonne, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, un arrêté du Gouvernement wallon, interdit l'usage des emballages de boissons, des pailles, des couverts, des bâtonnets mélangeurs, des emballages alimentaires, des bâtonnets pour ballons de baudruche et des assiettes à usage unique dans les établissements publiquement accessibles.

**Le Règlement UE No 2018/848 relatif à l'étiquetage de produits biologiques**<sup>7</sup> concerne entre autres, les règles de production, d'étiquetage, de communication et de contrôle relatives aux produits biologiques destinés à la restauration.

6 Directive (UE) 2019/904 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32019L0904>

7 Règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32018R0848>

## ■ Produit écologique

Il s'agit d'un produit qui est pensé, conçu, emballé, distribué ou recyclé de manière à minimiser son impact sur l'environnement tout au long de son cycle de vie. Par exemple, des produits conçus à base de matériaux durables, recyclables ou biodégradables, et/ou produits dans des conditions dont la fabrication et l'utilisation sont moins énergivores ou moins polluantes que celles des produits conventionnels. La caractéristique écologique d'un produit peut être prouvée par l'obtention d'un label qui atteste du respect de normes et conditions environnementales fixées par un organisme indépendant tel que ECOLABEL.

## ■ Produit biologique

Un produit biologique (bio) est un produit agricole ou une denrée alimentaire issu de l'agriculture biologique<sup>8</sup>. L'agriculture biologique est un système global de gestion agricole et de production alimentaire qui allie les meilleures pratiques environnementales, un haut degré de biodiversité, la préservation des ressources naturelles, l'application de normes élevées en matière de bien-être animal et une méthode de production respectant la préférence de certains consommateurs à l'égard de produits obtenus grâce à des substances et à des procédés naturels. L'agriculture biologique et la labélisation bio sont réglementées par la réglementation européenne<sup>9</sup>.

## ■ Circuit court

Mode de commercialisation de produits agricoles bruts ou transformés, dans lequel au maximum un intermédiaire intervient entre le producteur et le consommateur<sup>10</sup>. Le critère du circuit court n'est pas un critère géographique puisque le pouvoir adjudicateur ne prend pas en considération l'implantation géographique du producteur. Cependant, les produits commercialisés en circuits courts ne sont pas automatiquement les produits qui ont parcouru la distance la plus courte entre le producteur et le consommateur.

Le but d'insérer dans son cahier spécial des charges un critère relatif au circuit court est, entre autres, de favoriser une rémunération juste pour les producteurs et de faciliter le contrôle de la bonne exécution du marché<sup>11</sup>. Dans tous les cas, ce critère doit être proportionné et lié à l'objet du marché. De plus, ce système de commercialisation permet également de garantir aux consommateurs une qualité de production et de la transparence sur la filière de production<sup>12</sup>.

## ■ Les systèmes de management environnemental et standard international pour la gestion d'événements

Un pouvoir adjudicateur peut exiger des soumissionnaires qu'ils détiennent une certification environnementale dans le cadre de la passation d'un marché public. Diverses certifications (notamment ISO 14001<sup>13</sup> (Normes internationales relatives au management environnemental), enregistrement EMAS<sup>14</sup> (Eco Management and Audit Scheme) (voir annexe 4), attestent de la mise en place d'un système de management environnemental dans l'entreprise. Une telle exigence peut être imposée comme critère de sélection en vertu de l'article 68, §4, 7° de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques : « l'indication des mesures de gestion environnementale que l'opérateur économique pourra appliquer lors de l'exécution du marché »).

Ces certifications peuvent également faire l'objet d'exigences minimales lorsqu'elles impactent l'objet du marché plutôt que les capacités de l'opérateur économique qui dépose une offre.

8 Règlement (UE) 2018/848 précité, article 3, 2)

9 Règlement (UE) 2018/848 précité. Législation européennes en matière de production et de produits biologiques. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02018R0848-20220101>

10 Vidéo "En direct de la ferme: le film" de Diversiferm (2017), accessible via : <https://agriculture.wallonie.be/home/groupe-ments-et-conseils/diversification/circuits-courts-vente-directe-a-la-ferme/circuits-courts-vente-directe-a-la-ferme-.html>

11 ISO - La famille ISO 14000 — Management environnemental, <https://www.iso.org/fr/iso-14001-environmental-management.html>

12 ISO - La famille ISO 14000 — Management environnemental, <https://www.iso.org/fr/iso-14001-environmental-management.html>

13 ISO - La famille ISO 14000 — Management environnemental, <https://www.iso.org/fr/iso-14001-environmental-management.html>

14 Enregistrement EMAS - Your Europe (europa.eu), [https://europa.eu/youreurope/business/running-business/developing-business/emas-registration/index\\_fr.htm](https://europa.eu/youreurope/business/running-business/developing-business/emas-registration/index_fr.htm)

Il est ici jugé de la certification de l'opérateur économique lui-même, et non des prestations/fournitures qu'il propose, pour lesquelles peut plutôt s'appliquer la norme 20121<sup>15</sup> « Organisation d'un événement responsable » (voir le chapitre « Conditions d'exécution »).

Une liste avec les organismes disposant d'un enregistrement EMAS en Belgique est disponible sur : <https://environnement.wallonie.be/home/gestion-environnementale/management-environnemental-et-bilans/emas.html>

Nous attirons l'attention sur le fait que ces certifications peuvent représenter un coût important et qu'imposer une/des certification(s) à tous les soumissionnaires pourrait donc restreindre le marché. Il se peut que des Petites ou Moyennes Entreprises (PME), ou des Très Petites Entreprises (TPE)<sup>16</sup> n'aient pas les moyens d'accéder aux dites certifications. De même si le marché ou une partie de celui-ci est réservé à des entreprises d'économie sociale de moyenne ou petite taille, qui ont également des ressources limitées ne leur permettant sans doute pas d'obtenir ces certifications.

Une prise de connaissance des potentiels fournisseurs au préalable, permettra d'évaluer s'ils disposent de telles certifications. Les principes d'un Système de Gestion de l'Environnement peuvent éventuellement être mis en œuvre sans qu'il y ait certification et/ou enregistrement.

Des outils développés en Wallonie peuvent promouvoir ce type de démarche, comme les [diagnostics environnementaux](#) réalisés gratuitement par la Cellule environnement de l'Union wallonne des entreprises<sup>17</sup>. Cet outil dresse un bilan de la situation et des propositions d'amélioration (conformité réglementaire et bonnes pratiques).

## 2. PRÉPARATION DE VOTRE ÉVÉNEMENT

La démarche de durabilité au niveau d'un événement prend forme dès la conception de celui-ci. En effet, mettre en place une démarche d'éco-conception d'un événement<sup>18</sup>, c'est se donner la possibilité d'agir à chaque étape. Dans un premier temps, il est donc essentiel de réfléchir à la démarche et aux objectifs de l'événement.

### ■ Définition précise des besoins

Il vous convient de préciser quels sont vos besoins en termes d'organisation des espaces occupés par votre événement : salles d'exposition via des stands, salles de conférence ou de réunion, salles de lunch, salles polyvalentes, espaces séparés pour combiner réunion et lunch, ...

Le site doit convenir pour le nombre de participants attendus à l'événement ; la capacité d'accueil doit être définie en nombre de personnes assises et/ou debout selon le type d'événement. Un site trop grand ou trop petit entraîne, outre d'autres inconvénients évidents, des frais de chauffage ou de climatisation inutiles.

Une organisation dans des locaux aménagés du pouvoir adjudicateur permet de limiter les déplacements, les locations/transports/installations de mobiliers et fournitures.

Il est important que toutes les parties soient bien conscientes des besoins, attentes et possibilités, y compris celles existantes en interne. Quand cela est possible, une visite préalable (avant confection du cahier des charges) de sites potentiels pourrait vous permettre d'ajouter certains éléments dans le cahier des charges dont des critères responsables. Vous pourriez également observer sur place des éléments que vous aimeriez modifier (dans le cadre de votre événement) ou dont vous estimez qu'ils pourraient être améliorés.

<sup>15</sup> ISO 20121:2024 - Systèmes de management responsable appliqués à l'activité événementielle — Exigences et recommandations de mise en œuvre

<sup>16</sup> Les indépendants sont considérés comme des TPE cf. art.163 de la Loi relative aux marchés publics.

<sup>17</sup> <https://environnement-entreprise.be/diagnostic-environnement/>

<sup>18</sup> <https://communication-responsable.ademe.fr/comprendre-levenementiel-responsable#d%C3%A9couvrir-les-r%C3%A9seaux-dacteurs-engag%C3%A9s>

Le pouvoir adjudicateur a à sa disposition plusieurs possibilités de préparer au mieux son cahier spécial des charges et d'améliorer l'adéquation des offres à ses besoins :

- Au préalable à la rédaction de son cahier des charges, le pouvoir adjudicateur peut faire la prospection de sites pour son événement, en contactant des potentiels soumissionnaires (par exemple précédemment choisis dans le cadre d'une autre procédure) ou d'autres acteurs économiques du secteur concerné afin de savoir ce qui est envisageable pour satisfaire au mieux ses besoins ; cela lui permettra de bien circonscrire les critères de sélection, d'attribution et/ou les conditions d'exécution de son futur marché ;
- Si le pouvoir adjudicateur dispose d'un site pour l'événement, il pourra organiser une visite de celui-ci (obligatoire ou facultative selon son choix) pour permettre aux opérateurs économiques de bien comprendre ses besoins avant de remettre offre.

Ce guide contient de nombreuses références à des certifications et des labels qui garantissent des exigences en matière environnementale. Il est à noter que le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'exiger ces certifications ou labels. C'est le cas s'il constate lors de son étude de marché que ces certifications ou labels sont rarement utilisés par d'éventuels soumissionnaires, ou que l'équivalence des produits non certifiés est difficile à vérifier.

Pour rappel, dans le cadre de la checklist ci-dessous, **on présume que votre événement n'est réalisable qu'en présentiel et que la piste du virtuel a été écartée.**

Dans le cas où votre événement doit être réalisé en présentiel, la check-list suivante vous permettra de vous poser les bonnes questions afin d'éco-concevoir votre événement responsable :

### Checklist pour la conception d'événements responsable

Questions	Réponse	Exemples /remarques
<b>Objectifs</b>		
Quels sont les objectifs de mon événement ? / Pourquoi un événement ?		
Quels sont mes objectifs en termes de développement durable dans le cadre de cet événement ?		Ex : promouvoir la mobilité douce, catering zéro déchet, ....
<b>Budget</b>		
Quel est le budget disponible pour la mise en place de l'événement ?		
<b>Public cible</b>		
Quel est votre public cible ?		
Quel est le niveau de connaissance en termes de durabilité de ma cible ?		En fonction du niveau de conscientisation de votre public cible, les actions en termes de durabilité peuvent être adaptées.
<b>Communication</b>		
Quels sont mes objectifs de communication ?		
Comment la durabilité peut-elle être incluse dans la communication liée à mon événement ?		

Déplacements		
D'où vient votre cible ?		
Quels sont les moyens de transport empruntés par votre/vos cible(s) pour se rendre à l'événement ?		
Est-il possible pour moi de favoriser la mobilité douce/le covoiturage dans le cadre de mon événement ? Si oui comment ?		
Fournitures		
Quels sont mes besoins en termes de fournitures ?		Faire un listing des besoins en fournitures permettra de mieux évaluer les besoins en termes de marché public
Services		
Quels sont mes besoins en termes de services pour l'événement ?		Faire un listing des besoins en termes de services permettra de mieux évaluer les besoins en termes de marché public
Impacts environnementaux		
Quels sont les principaux impacts environnementaux de l'événement ?		La définition de ces impacts vous permettra de définir les points. Ex : déplacement des personnes/chauffage de la salle/achat de fournitures
Gestion des déchets		
Quels sont les déchets potentiellement produits par mon événement ?		
Est-il possible de prévenir la production de ces déchets ? Si oui comment ?		
Les dispositifs de tri sont-ils adaptés au tri de ces déchets ?		

## **PARTIE C : CLAUSES TYPES POUR LES MARCHÉS PUBLICS RESPONSABLES**

# 1. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Cette partie du guide présente des éléments essentiels dont il faut tenir compte lors de la rédaction de votre cahier des charges.

Il est à noter que toutes les sections ne seront pas forcément d'application pour tous les cahiers des charges. Cela dépendra du type de marché et de vos besoins.

Avant de rédiger votre cahier des charges, prenez le temps d'effectuer une prospection du marché. Ce qui consiste à analyser le marché existant, en consultant celui-ci pour découvrir ce que les opérateurs économiques proposent tout en évitant de leur donner des informations qui leur octroieraient un avantage dans le cadre du marché à attribuer.

La prospection devrait permettre, d'une part, de déterminer quelles clauses sont les plus appropriées en vue de répondre à vos besoins et d'autre part, de comprendre la facilité pour les opérateurs économiques d'apporter les éléments exigés.

Réfléchissez à vos besoins et à ceux de vos partenaires. Est-il possible de rendre votre événement plus durable (voir partie B – check-list de préparation d'un événement responsable) ?

## 1.1. Récapitulatif des clauses recommandées dans le guide

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des « clauses types », c'est-à-dire des exemples de clauses à intégrer dans un cahier des charges durable.

Les sections 2 et 3 de la partie C du guide réfèrent des bonnes pratiques à prendre en compte lors de la rédaction du cahier des charges.

Sujet traité	Type de clause	Partie C. Section correspondante du guide
Durabilité	Objet	2
Systèmes de Gestion de l'environnement	Sélection qualitative	3.1
	Spécifications techniques	4.1
	Conditions d'exécution	11.1
Accessibilité et mobilité	Spécifications techniques	5
	Critères d'attribution	10.2.1
	Critères d'attribution	10.2.2
Matériel de promotion et communication	Spécifications techniques	7.1
Goodies	Spécifications techniques	7.2
Produits biologiques	Spécifications techniques	8.2
	Critères d'attribution	10.2.3.1
Produits de saison	Spécifications techniques	8.3
	Critères d'attribution	10.2.3.2
Produits végétariens	Spécifications techniques	8.4
Matériel de restauration	Conditions d'exécution	11.3.1
Réduction du gaspillage et des déchets alimentaires	Conditions d'exécution	11.3.3

Boissons	Spécifications techniques	8.5
	Conditions d'exécution	11.3.2
Emballages	Spécifications techniques	9
	Conditions d'exécution	11.4
Déchets	Conditions d'exécution	11.5
Accessibilité numérique	Conditions d'exécution	11.6

**Note sur la présentation des clauses :** les clauses apparaissent encadrées par des pointillés. Les symboles [ ] présentent des mentions alternatives à choisir en fonction des besoins. Les clauses présentées ont des exemples précis qui devront être adaptés en fonction de la particularité de chaque cahier des charges. De plus, elles se structurent autour des parties suivantes d'un cahier des charges : (i) l'objet du marché ; (ii) la sélection qualitative ; (iii) les spécifications techniques ; (iv) les critères d'attribution et (v) les conditions d'exécution.

Les clauses types présentées dans ce guide sont pensées pour être :

### 1. Vérifiables

Toutes les clauses doivent être objectivables, proportionnées, non-discriminatoires et liées à l'objet du marché.

Nous privilégions l'insertion de clauses responsables ambitieuses sur le plan environnemental et social, mais insistons sur l'importance de concevoir des clauses qui peuvent être vérifiées aisément lors de l'analyse des offres et, le cas échéant, aisément contrôlables pendant l'exécution du marché. À cette fin, nous insistons sur la nécessité d'effectuer une recherche approfondie de l'offre disponible sur le marché et des moyens de vérification qui existent.

### 2. Ayant un impact

Nous vous recommandons de privilégier l'insertion d'une ou deux clauses responsables ayant un véritable impact environnemental et/ou social et étant facilement vérifiables, plutôt que de proposer de trop nombreuses clauses peu impactantes et, le cas échéant, difficilement vérifiables. Outre la prise en considération des difficultés pratiques pour le pouvoir adjudicateur, tant en termes de passation que d'exécution, le cumul des obligations imposées par de trop nombreuses clauses peut complexifier l'introduction des offres ainsi qu'engendrer des coûts, et donc décourager les opérateurs économiques, en particulier les plus petites entreprises.

### 3. Précises

Enfin il est également très important de noter que le pouvoir adjudicateur doit être le plus précis possible dans la description/définition de tous les éléments constituant chaque clause qu'il inscrit dans son cahier des charges, afin d'éviter toute interprétation de la part des soumissionnaires et afin de leur permettre de joindre à leur offre des moyens de preuves pertinents et vérifiables, ne compromettant pas la comparabilité des offres.

Par ailleurs, il est conseillé de privilégier des spécifications techniques responsables ambitieuses plutôt que de prévoir des critères d'attribution responsables, à condition de s'assurer que ces spécifications techniques ne limitent pas, de façon disproportionnée, la concurrence.

Dans ce cas, l'absence de critères d'attribution responsables n'est pas préjudiciable. En effet, dans ce cas, les offres non conformes aux spécifications techniques sont écartées comme substantiellement irrégulières, sans nécessiter de procéder à la pondération parfois difficile d'un critère environnemental. Les aspects environnementaux faisant l'objet des spécifications techniques sont garantis, quelle que soit l'offre économiquement la plus avantageuse.

Ainsi, toutes les offres déposées le seront à un même niveau de durabilité, jugé satisfaisant par le pouvoir adjudicateur.

Il est évidemment toujours possible de fixer des seuils minimaux à atteindre dans les spécifications techniques tout en permettant la valorisation de l'amélioration desdits seuils par le truchement de critères d'attribution pertinents.

#### Remarque sur les pénalités spéciales éventuelles :

Celles-ci doivent être listées sous un titre à part dans le cahier des charges (par exemple un point « pénalités spéciales » dans la rubrique « sanctions en cas d'inexécution »).

Elles peuvent concerner n'importe quel manquement aux exigences du cahier spécial des charges ou aux engagements pris par l'adjudicataire dans l'offre approuvée par le pouvoir adjudicateur<sup>1</sup>.

Ainsi, que le cahier des charges fixe un pourcentage minimum de 40% de matériaux réutilisables (condition d'exécution) ou que l'adjudicataire se soit engagé dans son offre à employer ou fournir 75% de matériaux réutilisables, il s'engage dans un cas comme dans l'autre à respecter ce taux sous peine d'être sanctionné conformément aux pénalités applicables. Le but est d'éviter qu'un soumissionnaire s'engage à la légère pour obtenir des points en vue de se faire attribuer le marché, puis d'être incapable d'exécuter correctement celui-ci après. Bien que peu dissuasives, des pénalités générales sont prévues par défaut par la réglementation<sup>2</sup>.

#### **Exemple de pénalités spéciales :**

En cas de violation par le soumissionnaire du pourcentage minimal de produits biologiques [pour une commande/pour l'ensemble du marché], une pénalité spéciale unique d'une valeur de 5% du montant [de la commande/du marché] sera due par l'adjudicataire

## 1.2. Procédure de passation

La conception d'un marché public durable ne repose pas uniquement sur le fait d'avoir des clauses exigeantes et élaborées. Au contraire, la stratégie doit être adaptée en fonction des contraintes du pouvoir adjudicateur.

Une de ces contraintes est notamment la procédure de passation du marché utilisée (les montants ci-dessous sont à considérer comme hors TVA).

### Passation avec publicité

Ainsi, au-delà<sup>3</sup> du seuil de procédure négociée sans publication préalable, fixé à 143 000 euros HTVA<sup>4</sup>, pour ce qui concerne le montant de l'offre à approuver et lorsqu'aucune autre hypothèse de recours à cette procédure n'est applicable<sup>5</sup>, n'importe quel opérateur économique est susceptible de répondre au marché, y compris des opérateurs économiques peu sensibles à la durabilité et à l'environnement.

D'où l'importance de prévoir des clauses environnementales adéquates dans le cahier spécial des charges.

La publicité sera belge sous 221.000€ HTVA de montant estimé du marché, ou européenne à compter de ce seuil.

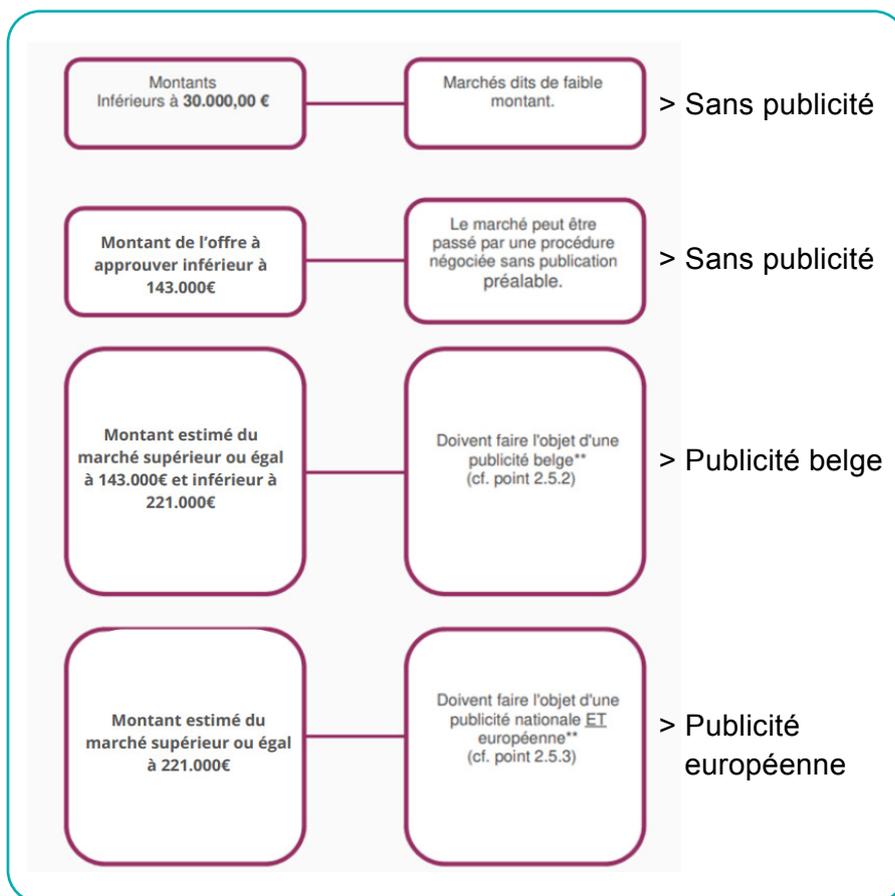
<sup>1</sup> Pour plus d'informations sur leur application, voir l'article 45 §§1<sup>er</sup> et 3 de l'Arrêté royal Exécution du 14 janvier 2013.

<sup>2</sup> Arrêté royal Exécution du 14 janvier 2013, article 45 §2.

<sup>3</sup> Conformément à l'article 11 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques

<sup>4</sup> Montant valable à la date de mai 2024, date de rédaction du guide

<sup>5</sup> Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, article 42.



## Passation sans publicité

En revanche, pour les marchés de faible montant ou passés selon la procédure négociée sans publication préalable, le pouvoir adjudicateur est libre d'inviter uniquement les opérateurs économiques de son choix à remettre une offre (au minimum trois opérateurs économiques). Dans ce cas, il peut refuser toute offre qui n'a pas été sollicitée.

Dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur pourra se tourner vers des opérateurs économiques en prenant en compte un haut niveau de durabilité. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur procédera à une première prospection pour déterminer qui sont ces opérateurs.

Le choix du pouvoir adjudicateur peut offrir de bonnes garanties quant à la durabilité du marché sans avoir à prévoir dans son cahier spécial des charges de critères de sélection qualitative spécifique à l'environnement. Cela pourrait même lui permettre dans une certaine mesure de se dispenser de critères d'attribution environnementaux pourvu que ses exigences ressortent des spécifications techniques.

Enfin, pour les marchés estimés à moins de 30 000 euros HTVA, il peut être décidé de passer par une procédure encore plus simplifiée que la procédure négociée sans publication préalable<sup>6</sup>, qui ne nécessite pas de cahier des charges (un descriptif de marché suffit), et peut être conclu par simple facture acceptée, après consultation des conditions d'au moins trois opérateurs économiques directement disponibles (par exemple sur leur site internet). La preuve de cette mise en concurrence et de la comparaison des conditions doit cependant toujours être conservée dans le dossier administratif du pouvoir adjudicateur.

<sup>6</sup> Ce type de marché est visé à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics. Une fiche thématique spécifique est disponible sur le Portail des marchés publics de Wallonie : Les marchés publics de faible montant – Décembre 2020 (wallonie.be), <https://marchespublics.wallonie.be/files/Les%20MP%20de%20faible%20montant.pdf>

### 1.3. L'utilisation de labels et certifications dans les marchés publics

Nous conseillons au pouvoir adjudicateur de prévoir, dans les dispositions générales de son cahier des charges, une mention claire concernant l'ensemble des normes, labels et certifications mentionnés dans les documents du marché :

Les normes, labels et certifications visés par le présent cahier des charges sont exigés en exécution de l'article 54, §1<sup>er</sup> de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics. Ils satisfont à toutes les conditions mentionnées dans cette disposition. Les exigences en matière de normes, labels et certifications ne concernent notamment que des critères qui sont liés à l'objet du marché et sont propres à définir les caractéristiques des fournitures/prestations qui font l'objet du marché. Lorsque le cahier des charges renvoie à une norme, un label ou une certification, chaque mention doit être accompagnée des termes « **ou équivalent** ».



Lorsqu'un **label est exigé**, le **pouvoir adjudicateur est tenu d'accepter tous les labels qui confirment que les fournitures ou services remplissent des exigences équivalentes à celle du label exigé**. Ainsi, les soumissionnaires pourront prouver, par tous les moyens appropriés (y compris sans aucun label), qu'ils proposent une solution équivalente. La charge de la preuve de cette équivalence leur incombe et ils sont tenus d'introduire avec leur offre suffisamment d'éléments pour justifier le fait que les fournitures ou les services proposés répondent effectivement au niveau d'exigence du label requis.

En règle générale, les labels répondant aux normes ISO 14021 et ISO 14024 tels que notamment NF Environnement, FSC, PEFC, Ecolabel etc. (voir Annexe 4) peuvent être utilisés pour formuler des exigences minimales et/ou des critères de sélection/d'attribution durables ambitieux tout en facilitant l'analyse des offres<sup>7</sup>.

## 2. OBJET ET INTITULÉ DU MARCHÉ

Lorsque l'on souhaite mettre en place un marché public responsable, nous recommandons de le renseigner dès l'intitulé du marché (le titre du cahier des charges) et dans la description de son objet.

L'intitulé du marché doit convaincre les soumissionnaires potentiels de consulter les documents du marché et leur donner un aperçu rapide et concret des fournitures ou services attendus.

Il convient de préciser expressément, dans l'intitulé du marché comme dans l'objet de celui-ci, **qu'il s'agit d'un marché responsable** et que le pouvoir adjudicateur poursuit un ou des objectifs complémentaires à la simple livraison de fournitures ou prestations de services. En effet, en vertu des principes généraux de transparence et de proportionnalité, l'ensemble des exigences reprises dans le cahier spécial des charges, y compris celles fixées par les clauses environnementales, sociales et éthiques, doivent toujours être en lien avec l'objet du marché.

#### **Exemple d'intitulé du marché dans le cadre d'un marché de catering durable pour l'organisation d'un événement.**

Marché de service : Préparation d'un catering s'inscrivant dans une démarche d'alimentation saine et durable pour un événement au sein des locaux de la commune XXX.

#### **Proposition d'adaptation du cahier des charges**

<sup>7</sup> ISO, « ISO 14021 :2016 ; ISO14024 :2018 », 2016, 2018, consulté sur <https://www.iso.org/fr/standard/66652.html> et <https://www.iso.org/fr/standard/72458.html>

## Objet du marché public

(Nom du pouvoir adjudicateur) accorde une grande importance à la protection de l'environnement et au respect des aspects sociaux et éthiques. C'est pourquoi le présent marché public prend en compte des critères responsables. Ce marché a pour objet l'organisation d'un événement (incluant tous les services et fournitures suivants : location de salle, location de matériel et équipements, service de restauration [sandwiches, buffet chaud/froid, repas servi à table, walking diner, ...] (biffer les mentions inutiles), ... (à compléter selon les besoins du pouvoir adjudicateur) qui prend en compte et respecte des critères responsables sur les thèmes environnementaux, sociaux et éthiques.

[Les codes CPV pour l'organisation de l'événement sont : (liste<sup>8</sup> à compléter selon le Pouvoir Adjudicateur)]

## 3. SÉLECTION QUALITATIVE



On rappellera qu'il n'est pas obligatoire de prévoir des critères de sélection qualitative pour les marchés publics passés en procédure négociée sans publication préalable et les marchés de faible montant. C'est d'autant moins le cas, concernant les critères de sélection fondés sur des considérations environnementales, si seuls des opérateurs travaillant de manière durable ont été invités à remettre une offre.

Sous le présent titre, la sélection qualitative est principalement analysée sous l'angle de la capacité technique et professionnelle des soumissionnaires potentiels à exécuter un marché de manière durable. Il s'agit d'un filtre à l'entrée : seules les offres régulières des soumissionnaires aptes à exécuter le marché seront analysées au regard des critères d'attribution.

### 3.1. Considérations sur la capacité du soumissionnaire

Des conditions peuvent être posées à l'égard des soumissionnaires potentiels pour déterminer s'ils disposent des capacités techniques et professionnelles requises pour exécuter un marché responsable.

#### Quelles mesures prennent-ils dans le cadre de la gestion de l'environnement ?

#### Quelles sensibilisation et formation du soumissionnaire et de son personnel au niveau environnemental ?

Un pouvoir adjudicateur peut exiger des soumissionnaires la preuve de capacités techniques et professionnelles, ainsi qu'une certification environnementale ou équivalent, comme ISO 14001, attestant d'un système de gestion environnementale. Ces certifications ou équivalent peuvent être exigées comme critère de sélection, mais leur coût pourrait restreindre l'accès pour les PME ou les entreprises d'économie sociale, et la vérification des équivalences est souvent difficile à réaliser par le pouvoir adjudicateur. Il est donc recommandé de bien évaluer l'opportunité d'insérer de telles clauses. Il peut être exigé des soumissionnaires qu'ils soient sensibilisés à la gestion environnementale, sans certification formelle, avec des outils comme les diagnostics environnementaux proposés en Wallonie<sup>9</sup>.

8 Les codes CPV (Common Procurement Vocabulary) permettent de standardiser les références utilisées pour décrire l'objet d'un marché. Le meilleur pour la recherche dynamique c'est de naviguer dans la liste déroulante de codes CPV de l'outil de recherche du BDA via la plateforme fédérale e-Procurement ([www.publicprocurement.be/bda](http://www.publicprocurement.be/bda)).

Principaux codes CPV pour l'organisation d'événements :

79950000-8 Services d'organisation d'expositions, de foires et de congrès.

79951000-5 Services d'organisation de séminaires

79952000-2 Services d'organisation d'événements

79952100-3 Services d'organisation d'événements culturels

79953000-9 Services d'organisation de festivals

79954000-6 Services d'organisation de fêtes

79956000-0 Services d'organisation de foires et d'expositions

79957000-7 Services d'organisation de ventes aux enchères

9 Pour plus d'informations voir la « partie B, point 1 concepts clés »

Le pouvoir adjudicateur souhaite inscrire le présent marché dans une optique de développement durable. Pour cette raison il entend privilégier les soumissionnaires sensibilisés à la bonne gestion environnementale en attribuant :

- x points aux soumissionnaires ayant réalisé un diagnostic de leur système de gestion de l'environnement auprès de la Cellule environnement de l'Union wallonne des entreprises ou équivalent ;
- xx points aux soumissionnaires certifiés EMAS, ISO 14001 ou équivalent

**Document à fournir :**

Le soumissionnaire joint à son offre la preuve de diagnostic environnemental effectué par la Cellule environnement de l'Union Wallonnes des entreprises, ou le certificat en management de l'environnement ou la preuve de la réunion de toutes les conditions nécessaires à l'obtention d'un tel diagnostic ou d'une telle certification.

## Ont-ils une expérience des missions responsables ?

Pour déterminer si un opérateur économique est apte à exécuter durablement le marché, il est possible de lui demander des références qui démontrent clairement son expérience en la matière.

Afin de démontrer sa capacité technique et professionnelle pour exécuter le présent marché responsable, le soumissionnaire doit joindre à son offre au moins X (à déterminer) références de services similaires exécutés/fournitures similaires livrées datant de moins de trois ans avant la date limite de remise de son offre. Chaque référence est relative à la livraison de services/fournitures similaires à l'objet du marché/du lot pour lequel la référence est utilisée, c'est-à-dire (à compléter), d'un montant minimal de (à compléter en fonction du montant du marché/lot concerné).

Chaque référence/Au minimum X références (à déterminer) doit/doivent intégrer au moins les aspects durables suivants :

(à compléter – similaires à ceux requis dans le cadre du présent marché, par exemple l'achat de repas comprenant des produits de saison, des produits issus du commerce équitable, ou la mise à disposition de matériel réutilisable)

**Documents à fournir :**

Pour chaque référence, le formulaire fourni en Annexe [X] (reprenant le montant, la date, le destinataire public ou privé), doit être complété. Les éléments ou informations produits doivent démontrer la similitude des prestations/fournitures référencées.

Annexe [X] : formulaire administratif « Références client » : pour x (à compléter) destinataires publics ou privés, compléter ce qui suit et joindre une attestation de bonne exécution :

- Nom et adresse (destinataire public ou privé)
- Services/Fournitures faisant l'objet de la mission
- Montant HTVA de la mission
- Date de début et de fin de la mission.

Veuillez noter que le délai de trois ans précédant la date limite de remise de l'offre peut être étendu par le pouvoir adjudicateur afin de garantir un niveau de concurrence suffisant.

### 3.2. Motifs d'exclusion facultative

En principe, l'article 69 de la loi relative aux marchés publics n'est pas applicable aux marchés passés sous procédure négociée sans publication préalable dont le montant estimé est inférieur au seuil de publicité européenne. Cependant, le pouvoir adjudicateur peut le rendre applicable à de tels marchés en l'indiquant simplement dans le cahier spécial des charges. Cela lui permettra d'invoquer l'article 69 §1<sup>er</sup> 1° s'il souhaite exclure de sa procédure de passation un soumissionnaire qui ne respecte pas la législation environnementale et sociale et/ou la législation du travail. Il peut également exiger dans le cahier spécial des charges que les soumissionnaires concernés joignent d'office à leur offre les éventuelles mesures correctrices prises pour attester de leur aptitude malgré l'existence de ce motif d'exclusion.

Cette clause peut se limiter à un ou plusieurs des motifs d'exclusion prévus à l'article 69 ou être généralisée à tous les motifs d'exclusion facultative prévus sous le même article.

L'article 69 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics est applicable. Conformément à l'article 69, §1<sup>er</sup>, 1° de cette loi, le non-respect de la législation environnementale et sociale ou de la législation du travail, peut amener le pouvoir adjudicateur à exclure le soumissionnaire concerné par ce motif d'exclusion facultative.

Chaque soumissionnaire renseigne directement dans son offre s'il est concerné par un tel motif d'exclusion et, le cas échéant, les mesures correctrices prises à cet égard, telles que visées à l'article 70 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

### 3.3. Considérations sociales

Il est loisible à un pouvoir adjudicateur d'intégrer une clause sociale dans les conditions d'exécution, sous la forme par exemple d'une clause de réservation du marché.

Le présent marché est réservé à des entreprises d'économie sociale ou à des ateliers protégés en application à l'article 15 de la loi du 17 juin 2016.

**Document à fournir :**

L'entreprise fait la preuve qu'elle est dans les conditions de l'article 15 de la loi du 17 juin 2016.

## 4. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

### Exigences minimales

S'il existe une offre importante de services et/ou fournitures respectueux de l'environnement à coûts corrects et/ou disposant de labels ou certifications, un pouvoir adjudicateur pourrait imposer des caractéristiques environnementales dans les spécifications techniques sous forme d'exigences minimales (et dans les conditions d'exécution). Par exemple, lorsque le pouvoir adjudicateur souhaite organiser un événement qui requiert l'utilisation de chapiteaux ou de stands, l'exigence minimale pourrait être que les chapiteaux ou stands soient composés de x (à déterminer) pour cent de matériaux écologiques et respectueux de l'environnement, tels que des matériaux renouvelables ou recyclés.

Une spécification technique peut être qualifiée d'exigence minimale (au sens de l'article 76, § 1<sup>er</sup>, 3° de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics) afin de pouvoir écarter, pour cause d'irrégularité substantielle, les offres non conformes.

Les exigences minimales des spécifications techniques décrivent à cet effet les caractéristiques et les propriétés minimales auxquelles le produit ou le service doit impérativement répondre. Pour obtenir des offres adéquates, il est nécessaire de décrire précisément ses besoins et exigences dans le cahier des charges, en gardant à l'esprit que toutes les exigences doivent être proportionnées et liées à l'objet du marché.

## Points d'attention

L'article 53, § 4 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics précise que les spécifications techniques **ne peuvent pas faire mention d'une fabrication ou d'une provenance déterminée ou d'un procédé particulier** qui caractérise les produits ou les services fournis par un opérateur économique spécifique, ni faire de références à une marque, à un brevet ou à un type, à une origine ou à une production déterminée qui auraient pour effet de favoriser ou d'éliminer certaines entreprises ou certains produits.

Dans le cadre d'un marché sans publication (marchés de faible montant ou PNSPP), les pouvoirs adjudicateurs choisissent cependant librement les opérateurs économiques susceptibles au mieux de répondre à leur besoin et à leurs objectifs de durabilité, afin de les inviter à remettre offre ou même, dans le cas des marchés de faible montant, de conclure le marché par simple facture acceptée. Dans tous les cas, le choix des opérateurs économiques consultés doit être objectivement motivé dans le dossier administratif.

Un pouvoir adjudicateur peut se donner comme objectif de fixer une exigence minimale ambitieuse tout en évitant de restreindre le marché. Afin de s'assurer que cette exigence minimale puisse être respectée, une prospection du marché doit être réalisée afin de se garantir de la présence sur le marché visé de suffisamment d'opérateurs économiques répondant à cette exigence minimale.

Dans le cadre des événements responsables, les **labels et les certifications** peuvent être utilisés pour démontrer que les spécifications techniques sont effectivement respectées. Par ailleurs, les labels et certifications peuvent aussi servir de source d'inspiration pour identifier des spécifications techniques qui seront insérées dans le cahier des charges. Dans ce sens, les annexes de ce guide fournissent une brève description des labels et certifications afin de donner un aperçu de leurs exigences environnementales, sociales et éthiques.



Comme expliqué dans la définition du terme « label » (Partie B- Section 1 du guide), l'obtention des labels et certifications requiert un audit préalable représentant un coût, ce qui peut constituer une barrière pour les fournisseurs ou prestataires de petite taille. De même, la constitution d'un dossier de preuves de l'équivalence de leurs biens ou services peut décourager leur participation au marché.

Les labels susceptibles d'être utilisés dans le cadre d'un marché public doivent répondre aux conditions cumulatives suivantes :

- Leurs exigences ne concernent que des critères qui sont liés à l'objet du marché et qui sont propres à définir les caractéristiques des fournitures et/ou services qui font l'objet du marché ;
- Leurs exigences sont fondées sur des critères vérifiables de façon objective et non discriminatoire ;
- Le label a été établi par une procédure ouverte et transparente à laquelle toutes les parties concernées ont pu participer ;
- Le label peut être octroyé à toutes les parties intéressées ;
- Leurs exigences ont été fixées par un tiers sur lequel l'opérateur économique qui demande l'obtention du label ne peut exercer d'influence décisive.

Lorsque les exigences d'un label dépassent celles du pouvoir adjudicateur, il est possible de déterminer dans le cahier spécial des charges celles d'entre elles qui sont requises pour le marché, et d'indiquer simplement que les détenteurs du label sont présumés y satisfaire. Sans exiger donc des opérateurs économiques non-détenteurs du label de démontrer qu'ils satisfont à l'ensemble des exigences du label.

## 4.1. Location des lieux

La location d'un immeuble (sans autres biens et/ou services) ne se voit pas appliquer la réglementation en matière de marchés publics (art. 28, §1<sup>er</sup>, 1° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics).

Même si cela peut être un avantage en termes de charge administrative et de flexibilité, il peut s'avérer pratique et utile de choisir une salle ou un lieu d'évènement qui propose également des biens et/ou services (traiteur, matériel audiovisuel et technique, chaises et tables...) de sorte à simplifier l'exécution du marché (ex : un seul interlocuteur), à obtenir de meilleures conditions (ex : meilleurs prix) et/ou à favoriser la démarche durable (ex : pas besoin de livrer au lieu choisi les tables/chaises/matériel nécessaires à l'évènement). Dans ce cas, la réglementation des marchés publics peut s'appliquer à cet objet de marché « mixte », en application de l'article 21 §3 de la loi relative aux marchés publics. Il est alors très important d'indiquer dans toute votre communication autour du marché les critères selon lesquels, en tant que pouvoir adjudicateur, vous privilégieriez un lieu, et vos attentes en matière de durabilité. Ce faisant, vous sensibiliserez à la fois les opérateurs économiques et les participants à l'évènement à la thématique de la durabilité.

## 5. ACCESSIBILITÉ ET MOBILITÉ

Le pouvoir adjudicateur peut décider de privilégier la mobilité douce vers son évènement. Il choisira donc le site où se déroulera son évènement de telle sorte à ce qu'il soit accessible via des modes de transport public (train, tram, métro, bus) et/ou doux (marche, vélo, trottinette) et/ou en incitant au co-voiturage et/ou en incitant au parking des voitures (et autres véhicules motorisés individuels) sur des espaces dédiés (P+R, parkings de délestage, parking de la SNCB, ...).



**Il est très important de noter que le pouvoir adjudicateur doit être le plus précis possible dans son cahier des charges, afin d'éviter toute interprétation de la part des soumissionnaires susceptible de compromettre la comparabilité des offres et afin de leur permettre de joindre à leur offre des moyens de preuves pertinents et vérifiables.**

Par exemple :

- Indiquer une distance maximum du site de l'évènement par rapport à un/des arrêt(s)/station(s) de transport en commun (train, tram, métro, bus) ou par rapport à un/des parkings (P+R, parking SNCB, parking de délestage, ...);
- Demander l'établissement de contrats avec des opérateurs spécifiques pour le transport des participants vers/depuis le lieu de l'évènement;

1) Le [site/espace/local/...] proposé pour la tenue de l'évènement est accessible depuis et par le réseau de transport public et distant de maximum x (à compléter) km des arrêts/stations de transport public et des parkings dédiés tels P+R, parking SNCB, parking de délestage, ...).

Si cette distance ne peut être respectée, le soumissionnaire :

- met en place des solutions de transport partagé vers et depuis le site : il établit un contrat avec (à choisir par le pouvoir adjudicateur en fonction de la situation ; exemples qui peuvent être complétés par le pouvoir adjudicateur):

\* une société de transport par bus (TEC ou opérateur privé),

\* une société de taxis,

\* une société de transport par vélo-cab<sup>10</sup>,

<sup>10</sup> Exemple : <https://goturtle.fr/nos-services-evenementiel>

\* une société de transport par traction animale (calèche),

**Documents à fournir :**

Le soumissionnaire joint à son offre un plan de mobilité vers et depuis le site de l'événement (précisant l'adresse du site de l'événement, les sens de circulation, les routes barrées ou déviées, les stations/arrêts de transport public, les parkings, les distances et temps de parcours par rapport à ceux-ci et la signalisation installée vers et depuis le site de l'événement) ;

## Événement accessible à tout public

Tout événement devrait être accessible à chacun et notamment à des personnes à mobilité réduite ou présentant un handicap visuel, auditif, moteur,... N'oubliez pas que les visiteurs, mais aussi les orateurs peuvent parfois présenter un handicap. Rédigez votre cahier spécial des charges en conséquence.

Pour promouvoir l'accessibilité des événements ouverts au public, le Gouvernement wallon a adopté une « **Charte Accessibilité** ». Cette charte comprend une série de recommandations en termes d'aménagements permettant l'accessibilité des personnes à mobilité réduite (PMR)<sup>11</sup>.

Pour plus d'informations et pour aller plus loin, il est recommandé de prendre contact avec un service conseil spécialisé dans l'accessibilité des événements pour recueillir leurs meilleurs conseils. Ces organismes ont pour finalité de réduire ou de supprimer les discordances entre les capacités, les besoins, les souhaits des personnes à mobilité réduite et les composantes physiques et organisationnelles de leur environnement. Les promoteurs sont invités à se faire accompagner par un service conseil en accessibilité afin de rendre encore plus efficaces leurs démarches en vue d'optimiser les conditions d'accueil du public spécifique. La mise en accessibilité ne s'improvise pas, elle doit être réfléchie et accompagnée. La liste des services peut être obtenue auprès de l'AViQ - Agence pour une Vie de Qualité- ou auprès du CAWaB.

Le Collectif Accessibilité Wallonie-Bruxelles - CAWaB - est une association de fait se composant d'ASBL intéressées de près ou de loin par les questions d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite : <https://cawab.be>

Par ailleurs, l'ASBL « Access-I » a développé un outil méthodologique d'évaluation et d'information sur l'accessibilité des sites ouverts aux publics. Les organisateurs d'événements peuvent obtenir un label ACCESS-i à l'issue d'un processus de certification et d'accompagnement. Dès l'ACCESS-i obtenu, les informations utiles à la participation sont disponibles sur le site de l'ASBL : <http://www.access-i.be/>

L'événement dispose de tous les aménagements nécessaires afin de le rendre accessible aux personnes à mobilité réduite et à toute personne présentant un handicap.

**Document à fournir :**

Le soumissionnaire joint à son offre la description des aménagements prévus concrètement lors de l'événement pour les personnes à mobilité réduite et les personnes présentant un handicap, au minimum : (à compléter),

Cette exigence est réputée remplie si le soumissionnaire est certifié Access-i ou équivalent.

<sup>11</sup> <https://www.aviq.be/fr/vie-quotidienne/accessibilite/evnement-accessible>

## 6. MOBILIER

Il est recommandé de louer une salle dont le mobilier est mis à disposition sur place pour des considérations environnementales et budgétaires.

Toutefois, dans le cas où vous devez acquérir du mobilier dans le cadre de vos événements nous vous conseillons les clauses suivantes :

### Mobilier neuf

Un pouvoir adjudicateur peut demander à privilégier du mobilier labélisé : tables, bancs, chaises, constructions temporaires.

Le mobilier utilisé lors de l'événement (construit à partir de bois) repris dans l'inventaire du cahier des charges doit être certifié par l'un des labels responsables suivants, ou équivalents : NF Environnement – Ameublement, PEFC, FSC (voir annexe 4 du présent cahier des charges).

#### **Documents à fournir :**

Le soumissionnaire (i) précise pour chaque meuble (construit à partir de bois, de matières plastiques, de matières textiles) repris dans l'inventaire du cahier des charges le label éventuellement attribué et (ii) joint à son offre la preuve du/des label(s) ou tout autre moyen de preuve approprié établissant qu'il est satisfait aux exigences concernant le/les label(s).

### Mobilier de réemploi

Un pouvoir adjudicateur peut demander que le mobilier soit issu de filières de réemploi/réutilisation ou reconditionnement. Le réemploi et le reconditionnement permettent de prolonger la durée de vie d'un produit existant plutôt que de le jeter et d'en fabriquer un nouveau. Cela permet de réduire la quantité de déchets et de matières premières nécessaires pour la fabrication de nouveaux produits, ainsi que les émissions de gaz à effet de serre associées à leur production. De plus, le réemploi/réutilisation et le reconditionnement peuvent générer des économies d'énergie et de ressources par rapport à la fabrication de nouveaux produits, ce qui contribue à réduire l'empreinte écologique globale<sup>12</sup>.

Le label Rec'Up lancé par la [fédération des entreprises sociales de l'économie circulaire](#), RESSOURCES, permet de garantir la qualité des produits proposés par les entreprises dont l'activité est le réemploi<sup>13</sup>.

Les pouvoirs publics belges reconnaissent de plus en plus le secteur du réemploi notamment par l'arrêté Réutilisation en Wallonie (2014) et un arrêté Réemploi en Région Bruxelles Capitale (2010).

Au moins x % (à définir par le pouvoir adjudicateur) de l'ensemble du mobilier qui sera utilisé lors de l'événement (construit à partir de bois), repris dans l'inventaire du cahier des charges, doit provenir de filières de réemploi/réutilisation ou reconditionnement.

#### **Document à fournir :**

Le soumissionnaire joint à son offre, pour chaque meuble repris dans l'inventaire du cahier des charges, une preuve d'achat avec le nom de l'endroit où le meuble a été acheté spécifiant la/les filière(s) de réemploi/réutilisation ou reconditionnement suivie(s), le(s) fournisseur(s). Le soumissionnaire veille à prouver l'atteinte du seuil de x % de mobilier réutilisé ou reconditionné.

<sup>12</sup> Carlier, M. (2022, 5 octobre). Loi AGECE : Quels Enjeux Liés au Mobilier de bureau. Mobilier de bureau de qualité pour entreprises et particuliers - Adopte Un Bureau. <https://www.adopteunbureau.fr/mobilier-de-bureau-loi-agec/>

<sup>13</sup> Exemples de mobilier événementiel éco-responsable : *Ephemere Square* propose des stands réutilisables et conçus en matériaux éco-responsables ;

## 7. MATÉRIEL

### 7.1. Matériel de promotion et de communication

Tous les matériels de promotion, communication, information, sur supports physiques utilisés lors de l'événement conçus à partir de papier/carton) repris dans l'inventaire du cahier des charges doivent être certifiés en tout ou en partie par un des labels responsables (environnemental, social) reconnu officiellement ou équivalent suivant : PEFC, FSC, Ecolabel, Blue Angel, NF Environnement) (voir annexe 3 du présent cahier des charges). Les matériels imprimés doivent également être certifiés par un de ces labels ou équivalent concernant le processus d'impression : par exemple Imprim'vert, Blue Angel, Nordic Swan Ecolabel, certification imprimeurs ISO 12647 (voir annexe 4).

#### **Documents à fournir :**

Le soumissionnaire (i) précise pour chacun des matériels repris dans l'inventaire du cahier des charges le(s) label(s) attribué(s) et (ii) joint à son offre la preuve du/des label(s) ou tout autre moyen de preuve approprié établissant qu'il est satisfait aux exigences concernant le/les label(s) visé(s) ci-dessus.

### 7.2. Goodies

La distribution de goodies est par définition contraire à une démarche écologique et doit être évitée au maximum. Toutefois, si cela ne peut être évité car les goodies peuvent être un instrument utile de communication externe ou interne (ex : cadeaux pour remercier les orateurs ou les participants) il est indispensable de les penser de manière responsable.

Il est aussi conseillé de ne pas indiquer de date et/ou le nom de l'événement si celui-ci est unique sur les différents goodies afin de favoriser leur réutilisation à d'autres événements ou édition d'un événement annuel.

L'utilisation de goodies responsables est aussi un moyen de promouvoir la durabilité et de favoriser le recours à des matériaux soutenable (ex : T-shirt en coton Fairtrade) :

- Le stylo classique est de plus en plus souvent remplacé par une alternative fabriquée en carton recyclé ou par un stylo en matériau naturel comme le bambou ou le bois ;
- Les sachets jetables en plastique sont remplacés par des sacs de meilleure qualité en coton ou en chanvre ;
- Les produits imprimés comme les dépliants ou agendas sont fabriqués avec du papier provenant de forêts sous gestion durable (FSC/PEFC) ou en papier 100 % recyclé ;
- La bouteille jetable est remplacée par une alternative réutilisable.

Vous pouvez demander des produits écologiques par définition/des produits qui incitent à un comportement écologique comme des produits recyclés.

Les goodies ou petits cadeaux non écologiques sont interdits : produits en plastique jetable ; produits contenant des piles/batteries jetables pour lesquels il existe des alternatives, produits avec un emballage inutile.

Les polos, t-shirts, sacs de courses, etc. (tous les produits textiles) doivent présenter le label EU Ecolabel, Fair for Life ou Fair Wear Foundation ou équivalent<sup>14</sup>.

Les produits alimentaires doivent être dotés du label bio et/ou Fairtrade et/ou être des produits frais et de saison et/ou artisanaux, ou équivalent.

<sup>14</sup> Voir Annexe 3

Les produits conçus à partir de bois (clés USB, crayons en bois, ...) doivent présenter le label FSC/PEFC ou équivalent.

Les articles imprimés de papeterie/d'écriture doivent présenter au moins l'un des labels suivants : Blauer Engel, Eco-label UE, Nordic Swan ou équivalent.

Les cosmétiques doivent présenter au moins l'un des labels suivants : Nature, Eco-label UE, Cosmos, Eco-cert, ou équivalent.

#### **Documents à fournir :**

Le soumissionnaire (i) précise pour chacun des goodies proposés le(s) label(s) attribué(s) et (ii) joint à son offre la preuve du/des label(s) ou tout autre moyen de preuve approprié établissant qu'il est satisfait aux exigences concernant le/les label(s) et critères visés ci-dessus.

## 8. SERVICE DE RESTAURATION EN ALIMENTATION DURABLE

Un cahier des charges peut intégrer des mesures en faveur d'une alimentation durable tant au niveau des spécifications techniques que des critères d'attribution ou des conditions d'exécution : on peut ainsi mentionner des produits issus de l'agriculture biologique, le commerce équitable, le gaspillage alimentaire, la gestion des déchets, la minimisation des emballages.

### 8.1. Origine géographique des produits alimentaires

La législation sur les marchés publics **interdit l'utilisation de critères géographiques**. Il est donc impossible d'intégrer cet aspect géographique directement dans un cahier des charges.

Cependant, l'indication dans le cahier des charges que les produits doivent être de saison ou frais est possible, ce qui limite l'offre à des zones proches de l'endroit de l'événement.

Pour les marchés de faible montant ou passés selon la procédure négociée sans publication préalable, il est également possible de ne consulter que des opérateurs qui opèrent avec des producteurs locaux.

### 8.2. Produits alimentaires issus de l'agriculture biologique

Plusieurs sociétés de restauration disposent déjà d'une certification biologique. Seules quelques-unes ont un certificat 100% biologique. Le respect de cette exigence sera attesté par un label ou toute autre garantie, certification ou moyen de preuve approprié pour autant que la garantie, la certification ou les preuves soient délivrées par une organisation indépendante reconnue par une administration publique. Les produits porteurs des labels suivants peuvent entrer en ligne de compte : **en plus du label européen** d'agriculture biologique, le label Biogarantie (voir Annexe 2) ou équivalent pourrait être mentionné, que cela soit pour les spécifications techniques ou les critères d'attribution.

#### **PRODUITS BIO**

Pour chaque commande, l'adjudicataire devra utiliser des produits issus de l'agriculture biologique (règlement CE 834/2007) dans la confection des repas [petits-déjeuners, sandwiches, assiettes froides, potages, desserts] et collations. Au moins X % (à définir par le pouvoir adjudicateur en fonction de sa prospection ou de son niveau d'exigence) des produits ainsi proposés devront être issus de cette agriculture (le pourcentage est calculé comme suit : nombre de types de produits disposant d'un label biologique ou équivalent/nombre total de types de produits utilisés<sup>15</sup>).

Le soumissionnaire veillera également à la qualité et à la variété des denrées proposées.

<sup>15</sup> Exemple : 20 produits utilisés, dont 10 ont le label bio, soit 50 %

### **Documents à fournir :**

Le soumissionnaire joint à son offre (i) une liste de l'ensemble des types de produits d'alimentation qui seront proposés lors de l'événement (ingrédients, assortiments petits-déjeuners, sandwichs, assiettes froides, potages, collations et desserts) en précisant chaque type de produit disposant d'un label biologique (nature et dénomination) et (ii) la preuve du/des label(s) ou tout autre moyen de preuve approprié établissant qu'il est satisfait aux exigences concernant le/les label(s). Le soumissionnaire prouve l'atteinte du seuil des X % demandés.

### **SUCRE**

Le sucre utilisé dans le cadre de l'exécution du marché doit disposer du label d'agriculture biologique européen ou du label Biogarantie ou équivalent. Il doit également être certifié Fairtrade / Max Havelaar ou équivalent s'il est produit hors Europe.

### **Document à fournir :**

Le soumissionnaire joint à son offre la preuve du/des label(s) ou tout autre moyen de preuve approprié établissant qu'il est satisfait aux exigences concernant le/les label(s) visés ci-dessus.

## **8.3. Produits de saison**

Il est possible de fixer un pourcentage minimum de produits alimentaires de saison (légumes, fruits, ...) et/ou frais (produits laitiers, œufs, viande, poisson, ...). Le coût des repas n'augmente pas sous l'effet du critère de saisonnalité. Pour pouvoir contrôler la saisonnalité, il faut demander que les produits alimentaires soient toujours décrits en détail dans le menu. Lors du contrôle, on compte le nombre de produits alimentaires de saison figurant au menu et on le divise par le nombre total de légumes. Le pourcentage ainsi obtenu doit être supérieur au pourcentage exigé.

### **PRODUITS FRAIS ET/OU DE SAISON**

Les produits alimentaires de saison et/ou frais sont mis en évidence (en couleur, en gras, etc.) dans la liste de commande. Un pourcentage obligatoire de X % (à définir par le pouvoir adjudicateur en fonction de sa prospection ou de son niveau d'exigence) de produits alimentaires de saison doit être précisé. Le calcul du pourcentage se fait sur la base des types de produits indiqués sur la liste de commande. Tous les types de produits de saison et/ou frais de la liste de commande sont comptés et divisés par le nombre total de types de produits sur la liste de commande.

### **Documents à fournir :**

Le soumissionnaire joint à son offre i) une liste de l'ensemble des types de produits alimentaires qui seront proposés lors de l'événement en précisant chaque type de produit frais / de saison (nature, dénomination, provenance) et ii) tout élément de preuve attestant que les produits concernés sont frais (provenance et filière suivie) / de saison (respect du calendrier saisonnier des fruits et légumes au moment de la tenue de l'événement). Le soumissionnaire prouve l'atteinte du seuil des X (à définir) % demandés.

## **8.4. Produits/plats végétariens**

Le végétarisme est un mode de vie dans lequel les individus ne consomment pas de viande, de poisson ou de produits dérivés de ces animaux. Cependant, les végétariens peuvent consommer des produits d'origine animale tels que les œufs, le lait (produits laitiers) et le miel.

Le véganisme, quant à lui, est une philosophie et un mode de vie qui s'oppose à toute exploitation animale,

y compris dans l'alimentation. Les personnes véganes ne consomment donc pas de produits d'origine animale, ni ne portent de vêtements en cuir, en laine, en soie, etc. Elles s'efforcent également de ne pas utiliser de produits cosmétiques ou de soins personnels contenant des ingrédients d'origine animale.

Afin d'intégrer un plus large choix de régimes alimentaires, il est important d'intégrer ces modes de consommation dans les marchés puisque de plus en plus de personnes sont concernées.

### PRODUITS VÉGÉTARIENS/VEGAN

Au moins x (à définir) alternatives végétarienne et x alternatives véganes au plat sont proposées.

#### **Document à fournir :**

Le soumissionnaire joint à son offre une description des alternatives végétariennes et/ou véganes proposées en détaillant la composition du plat.

## 8.5. **Boissons**

Les boissons offrent de nombreuses possibilités d'intégrer des clauses responsables dans le cahier des charges. Il existe plusieurs sortes de vins, de sodas et de jus biologiques et/ou issus du commerce équitable, et de nombreuses bières biologiques.

Le buffet de boissons peut aussi être envisagé comme le reflet de vos priorités en matière de durabilité. De ce fait, vous pouvez opter pour une offre de boissons issues du commerce équitable ou plutôt mettre l'accent sur le caractère biologique de l'offre.

Les produits biologiques sont reconnaissables au label d'agriculture biologique européen ou au label Biogarantie. Les produits issus du commerce équitable sont reconnaissables au label Fairtrade/Max Havelaar (ou un autre label Fairtrade ou le sigle d'Oxfam).

### BOISSONS BIO

Les boissons non alcoolisées et alcoolisées doivent disposer du label d'agriculture biologique européen ou du label Biogarantie ou équivalent.

#### **Documents à fournir :**

Le soumissionnaire i) précise pour chacune des boissons reprises dans l'inventaire du cahier des charges le(s) label(s) attribué(s) et i) joint à son offre la preuve du/des label(s) ou tout autre moyen de preuve approprié établissant qu'il est satisfait aux exigences concernant le/les label(s) visé(s) ci-dessus.

### CAFÉ ET CACAO

Le café et le cacao disposeront d'une double labélisation : à la fois le label d'agriculture biologique européen et le label Fairtrade/Max Havelaar (qui est le plus exigeant) ou équivalent.

#### **Document à fournir :**

Le soumissionnaire joint à son offre la preuve des labels ou tout autre moyen de preuve approprié établissant qu'il est satisfait aux exigences concernant les labels visés ci-dessus.

## LAIT

Le lait doit être certifié par le label BioMilk (<https://biomilk.be>) ou le label Biogarantie ou équivalent.

### **Document à fournir :**

Le soumissionnaire joint à son offre la preuve du/des label(s) ou tout autre moyen de preuve approprié établissant qu'il est satisfait aux exigences concernant le/les label(s) visé(s) ci-dessus (il est de plus impératif que la marque soit répertoriée parmi les partenaires du label Biomilk, vérifiable sur le site web <https://biomilk.be/fr/partenaires>, pour que la certification soit considérée comme valide).

## 9. EMBALLAGES

Le pouvoir adjudicateur peut demander que les impacts environnementaux des emballages soient limités dans le cadre du marché.

Les clauses techniques présentées ci-dessous peuvent par exemple être formalisées et des clauses d'exécution peuvent également être envisagées (voir chapitre ci-après).

Des compléments d'informations peuvent être trouvés dans le « [Guide emballages](#) ».

## RECYCLABILITÉ

Les emballages utilisés dans le cadre du présent marché doivent être recyclables et donc détenir le ruban de Moebius ou être certifiés par la norme ISO 18604 ou équivalent afin de garantir la recyclabilité de l'emballage. Le soumissionnaire s'engage à ne fournir que des emballages produits dans un mono-matériau afin de favoriser la recyclabilité en facilitant le processus de tri et de recyclage des matériaux à la fin de leur cycle de vie.

### **Document à joindre à l'offre :**

Le soumissionnaire fournit une attestation de conformité à la norme ISO 18604 ou le ruban de Moebius pour tous les emballages ou tout autre moyen de preuve approprié établissant qu'il est satisfait aux exigences de la norme.

Et/ou

Emballages en carton issus de forêts gérées durablement

Tous les emballages en carton utilisés dans le cadre du présent marché doivent obligatoirement disposer du label de certification FSC (Forest Stewardship Council) ou PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification), ou équivalent. Ces labels garantissent une gestion durable des forêts utilisées dans la fabrication du carton, en s'assurant que les pratiques de gestion forestière respectent les normes environnementales et sociales ou que le carton provient de matières recyclées.

Si des emballages en carton sont utilisés pour l'exécution du présent marché, le soumissionnaire ne fournira que des emballages produits dans un mono-matériau de carton. Aucune fine couche de plastique ou autre matériau non recyclable ne pourra être utilisé dans la conception des emballages. Cette mesure vise à favoriser la recyclabilité des emballages en facilitant le processus de tri et de recyclage des matériaux à la fin de leur cycle de vie.

### **Document à joindre à l'offre :**

Le soumissionnaire fournit une attestation de conformité aux labels FSC ou PEFC pour les emballages concernés ou tout autre moyen de preuve approprié établissant qu'il est satisfait aux exigences concernant les labels.

## 10. CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Les critères d'attribution permettent de **comparer objectivement** des offres sur base soit :

- Du prix ou du coût
- Soit du meilleur rapport qualité-prix, tenant alors compte, en plus du prix ou du coût, d'un ou plusieurs critères qualité, par exemple relatifs à la durabilité environnementale et/ou sociale (critères responsables) et au souci pour l'économie circulaire.

**Les critères d'attribution sont évalués par le biais d'un score ou d'une pondération.** Les points sont attribués en fonction d'une **méthode d'évaluation** (souvent une formule) que nous recommandons fortement de renseigner dans les documents du marché, en vertu du principe général de transparence applicable au pouvoir adjudicateur et pour prévenir les remises en question du classement des offres. La méthode d'évaluation devra toujours apparaître dans la décision motivée d'attribution. Le choix de cette méthode d'évaluation est libre, pour le prix comme pour d'autres critères, mais celle-ci doit toujours rester objective, proportionnelle et transparente.

Les critères d'attribution doivent être proportionnés et **liés à l'objet** du marché et doivent être objectivement mesurables. Citer simplement la durabilité parmi les critères d'attribution n'est pas suffisamment concret et ne peut être mesuré de façon objective.

### ■ Équilibre entre clauses responsables et critère prix

Avant de proposer des clauses responsables sous forme de critères d'attribution, il est important de souligner l'importance de la pondération des critères environnementaux présentés sous cette forme.

Par exemple lorsque la durabilité est évaluée en tant que critère d'attribution, les produits ou services proposés peuvent coûter plus cher que ceux qui ne possèdent pas de caractéristiques durables. Il y a donc un risque que des produits non durables mais beaucoup moins cher remportent le marché si le poids accordé au critère prix est décisif dans l'attribution du marché.

Nous suggérons, pour augmenter l'ambition environnementale et minimiser ce risque, de mettre le critère prix et le critère environnemental sur pied d'égalité, ou de supprimer, tout simplement, le critère d'attribution environnemental tel quel et d'imposer le respect des aspects durables comme exigences minimales dans les spécifications techniques. Ainsi, l'offre la moins chère aura forcément un niveau de durabilité adapté à celui imposé dans les spécifications techniques.

Vous pouvez également, pour améliorer le rapport entre le critère prix et le critère environnemental, donner plus de points aux produits ou services qui dépassent les critères minimaux fixés dans les spécifications techniques. Ainsi, si le minimum fixé dans les spécifications techniques est de 80% des services/fournitures responsables, vous pourrez limiter la pondération du critère d'attribution durable à 20 % (et le prix à 80%), par exemple, tout en maintenant une ambition environnementale élevée.

### Obligation de pondérer les critères ?

La pondération est **FACULTATIVE** sous les seuils de publicité européenne.

Vous pouvez alors :

- Choisir vous-même la pondération de chaque critère d'attribution ; ou
- Indiquer vos critères d'attribution par ordre décroissant d'importance ; ou
- Ne rien préciser : dans ce cas, tous vos critères sont réputés être de valeur égale.

En revanche, la mention de la pondération de chaque critère d'attribution est **OBLIGATOIRE** dans le cahier spécial des charges des marchés soumis à publicité européenne.

## 10.1. Prix

De nombreuses formules peuvent être retenues pour évaluer le critère prix, suivant les intentions du pouvoir adjudicateur.

Par exemple, il peut s'agir d'une méthode inversement proportionnelle :

(Prix total remis le plus bas parmi les offres régulières/ prix total remis dans l'offre analysée) x poids du critère prix



Plus la pondération du critère prix est bas, plus les soumissionnaires concentreront leur offre sur les autres critères d'attribution.

## 10.2. Critères qualité responsables

À part le prix, le pouvoir adjudicateur peut octroyer des points aux soumissionnaires sur base de critères évaluant la qualité de leur offre. Ainsi, si l'objet du marché concerne l'organisation d'un événement durable, le pouvoir adjudicateur peut octroyer des points au regard des critères environnementaux, sociaux ou éthiques.

Le pouvoir adjudicateur peut donner un poids (en pourcentage) plus ou moins important aux différents critères de durabilité par rapport au critère prix et aux éventuels autres critères qualitatifs.

Comme indiqué ci-dessus, les critères d'attribution de durabilité peuvent également consister en l'amélioration des exigences minimales en matière durable listées dans les spécifications techniques.

### 10.2.1. Accessibilité

Cette clause ne consiste pas en l'amélioration d'une spécification technique.

Le soumissionnaire se voit attribuer 100% des points pour ce critère s'il apporte la preuve que l'événement décrit dans le cahier spécial des charges disposera de tous les aménagements nécessaires afin de le rendre accessible aux personnes à mobilité réduite et à toute personne présentant un handicap (visuel, auditif, moteur, ...).

#### **Documents à fournir :**

Le soumissionnaire joint à son offre (i) la certification ACCESS-i, ou tout autre moyen de preuve assurant qu'il répond à des exigences équivalentes et (ii) la description des aménagements prévus concrètement lors de l'événement pour les personnes à mobilité réduite et les personnes présentant un handicap.

### 10.2.2. Mobilier

Le pouvoir adjudicateur peut définir un critère d'attribution qui récompense les soumissionnaires qui mettent à disposition du mobilier issu du reconditionnement ou du réemploi/réutilisation.

Cette clause ne consiste pas en l'état à l'amélioration d'une spécification technique, mais les spécifications techniques pourraient également prévoir une exigence minimale qu'il s'agirait d'améliorer, ce qui nécessiterait quelques ajustements en libellant le critère « amélioration du nombre minimal d'éléments de mobilier réutilisé ou reconditionnés ».

L'utilisation, lors de l'événement décrit dans le cahier spécial des charges, de mobilier (construit à partir de bois, de matières plastiques, de matières textiles) issu du réemploi/réutilisation ou reconditionnement est valorisée.

Les points sont attribués pour ce critère selon la formule suivante :

**nombre maximum de points pour ce critère X**

$$\left( \frac{\text{nombre de types d' éléments de mobilier réutilisés ou reconditionnés listés dans l'inventaire}}{\text{nombre total de types d' éléments de mobilier à fournir pour l'évènement}} \right)$$

**Documents à fournir :**

Le soumissionnaire joint à son offre, pour chaque mobilier repris dans l'inventaire du cahier des charges (construit à partir de bois, de matières plastiques, de matières textiles), la fiche technique officielle du mobilier, spécifiant (i) le nombre d'éléments issus d'une filière de réutilisation ou de reconditionnement ; (ii) la/les filière(s) de réemploi/réutilisation ou reconditionnement suivie(s) ; (iii) le(s) fournisseur(s) et (iv) si le(s) fournisseur(s) dispose(nt) du label Rec'Up **ou équivalent**

### 10.2.3. Alimentation durable

#### 10.2.3.1. Produits alimentaires issus de l'agriculture biologique

Cette clause consiste en l'amélioration d'un pourcentage minimal fixé dans les spécifications techniques.

L'utilisation, à chaque commande, de produits issus de l'agriculture biologique (règlement CE 834/2007) dans la confection des repas [petits-déjeuners, sandwichs, assiettes froides, potages, desserts] et collations est valorisée. Le % de produits alimentaires issus de l'agriculture biologique doit être d'au moins X % (à faire par le pouvoir adjudicateur : reprendre ici le % défini comme exigence minimale en spécification technique) par rapport au nombre total de tous les produits alimentaires servis lors de la prestation. Le soumissionnaire veille à la qualité et à la variété des denrées proposées.

Les offres ne respectant pas le % minimal exigé sont écartées. Le maximum des points est attribué à l'offre qui totalise 100% de produits garantis bio.

Les offres sont comparées et les points attribués selon la formule suivante :

**nombre maximum de points pour ce critère X**

$$\left( \frac{\% \text{ total de produits bio } - \% \text{ minimal exigé}}{100 \% - \% \text{ minimal exigé}} \right)$$

**Documents à fournir :**

Le soumissionnaire joint à son offre (i) une liste des produits bio (nature et dénomination) qui seront utilisés dans les assortiments petits-déjeuners, sandwichs, assiettes froides, potages, collations et desserts en indiquant le % de produits bio qu'il s'engage à utiliser lors de l'exécution du marché (ii) la preuve que ces produits sont bio via la fiche produit.



Les produits bio peuvent provenir de marchés en dehors de la Belgique et de l'UE. Dès lors, **l'exigence de produits labellisés « bio » peut occasionner l'exclusion de produits frais ou de saison locaux** qui n'ont pas le label bio mais qui ont en principe des caractéristiques durables telles qu'une moindre émission de gaz à effet de serre lors de leur transport.

### 10.2.3.2. Produits frais et de saison

Cette clause consiste en l'amélioration d'un pourcentage minimal fixé dans les spécifications techniques.

L'utilisation, à chaque commande, de produits frais et de saison dans la confection des repas [petits-déjeuners, sandwiches, assiettes froides, potages, desserts] et collations est valorisée. Le % de produits alimentaires frais ou de saison doit être d'au moins x % (à faire par le pouvoir adjudicateur : reprendre ici le % défini comme exigence minimale en spécification technique) par rapport au poids total de tous les produits alimentaires servis lors de la prestation. Le soumissionnaire veille à la qualité et à la variété des denrées proposées. Les offres ne respectant pas le % minimal exigé sont écartées.

Le maximum des points est attribué à l'offre qui totalise 100% de produits garantis frais et de saison

Les offres sont comparées et les points attribués selon la formule suivante

$$\left( \frac{\text{nombre maximum de points pour ce critère X}}{\frac{\% \text{ total de produits frais de saison en poids} - \% \text{ minimal exigé}}{100 \% - \% \text{ minimal exigé}}} \right)$$

#### **Documents à fournir :**

Le soumissionnaire joint à son offre (i) une liste de l'ensemble des types de produits alimentaires qui seront proposés lors de l'événement en précisant chaque type de produit frais / de saison (nature, dénomination, provenance) et (ii) tout élément de preuve attestant que les produits concernés sont frais (provenance et filière suivie) / de saison.

## 11. CONDITIONS D'EXÉCUTION

Les conditions d'exécution du marché énoncent des exigences spécifiques liées à l'exécution du marché. Elles constituent des exigences objectives qui devront être respectées pendant toute la durée du marché.

Il est recommandé au pouvoir adjudicateur de fixer des pénalités spéciales dans les documents du marché pour sanctionner l'adjudicataire qui ne tiendrait pas les engagements pris dans son offre.

### 11.1. Norme événement responsable

La norme ISO 20121 (Systèmes de management responsable appliqués à l'activité événementielle — Exigences et recommandations de mise en œuvre) existe pour aider les organisateurs d'événements à prendre en compte des considérations environnementales et sociales. La certification ISO 20121 convient à tous types d'événements, réguliers ou ponctuels : compétition sportive, exposition, séminaire, ... Elle atteste de la gestion durable de l'organisation de l'événement (consommation d'eau et d'énergie, choix des fournisseurs, sécurité des employés, ...).

Nous attirons cependant l'attention sur le fait que la certification à cette norme peut représenter un coût important et qu'imposer une telle certification à tous les potentiels prestataires pourrait donc restreindre le marché. Il se peut que des Petites ou Moyennes Entreprises (PME), des Très Petites Entreprises (TPE) ou des indépendants n'aient pas les moyens d'accéder aux dites certifications. De même si le marché ou une partie de celui-ci est réservé à des entreprises d'économie sociale de moyenne ou petite taille, qui ont également des ressources limitées ne leur permettant sans doute pas d'obtenir cette certification.

Si vous désirez l'implémenter dans votre cahier spécial des charges, voici une proposition :

Le prestataire doit organiser l'événement objet du marché dans le respect de la norme ISO 20121 ou équivalent.

**Document à fournir :**

Le soumissionnaire joint à son offre la preuve de la certification ISO 20121 ou tout autre moyen de preuve approprié établissant qu'il sera satisfait aux exigences de cette norme et de sa certification lors de l'exécution du marché.

## 11.2. **Considérations éthiques**

Si la thématique et l'objet (services, fournitures) du marché s'y prêtent, il est loisible à un pouvoir adjudicateur d'intégrer une clause éthique dans les conditions d'exécution.

Lors de l'analyse de vos besoins et objectifs de votre événement, réfléchissez aux aspects de durabilité qui ont un impact. Par exemple, si vous choisissez d'offrir un t-shirt aux participants, exigez aussi de la transparence en ce qui concerne le mode de production : production issue du commerce équitable<sup>16</sup>, production socialement responsable, respect de la convention de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) concernant le travail des enfants, le travail forcé, etc. Les Annexes 2 (Labels alimentation durable) et Annexe 3 (Certification droit de travail) présentent plus d'informations concernant les certifications autour du commerce équitable.

**Lien à faire dans l'objet de l'offre :**

Le présent marché a également pour objet l'intégration de clauses responsables, via notamment la promotion des droits fondamentaux des travailleurs à travers le monde. Ceci vise au respect des normes et conventions internationales fondamentales de l'OIT sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

L'adjudicataire s'engage à se conformer aux clauses spécifiques reprises ci-après pour tous les produits faisant l'objet du marché. Les produits doivent être issus du commerce équitable.

**Documents à fournir :**

Sans préjudice d'autres formes de preuve équivalentes qui démontrent que le soumissionnaire lui-même, ses fournisseurs et leurs sous-traitants respectent les clauses mentionnées, cette garantie de conformité peut consister en :

- la preuve que les produits le café, thé et cacao disposent des labels 'Fair Trade' ou 'UTZ' ou équivalent.
- la preuve que les produits alimentaires disposent des labels 'Prix juste', 'Qualité différenciée' ou équivalent
- la preuve que les produits textiles disposent des labels 'Fair for life' ou 'Fair wear foundation' ou équivalent.

## 11.3. **Restauration**

### 11.3.1. **Matériel et accessoires**

Afin de réduire la production de déchets, les aliments et les boissons doivent être servis à l'aide de couverts, de verres, de vaisselle et de nappes réutilisables ou à l'aide de couverts, de vaisselle ou d'autres accessoires de restauration à base de matières premières renouvelables. **Les aliments préparés dans du plastique jetable à usage unique sont interdits depuis 2022<sup>17</sup>.**

<sup>16</sup> Les 10 principes du commerce équitable « WFTO Europe ([wfto-europe.org](http://wfto-europe.org))

<sup>17</sup> Arrêté du Gouvernement wallon du 18/07/2019 portant sur l'interdiction de l'usage de certains ustensiles en plastique à usage unique dans les établissements ouverts au public, [https://wallex.wallonie.be/files/pdfs/10/19808\\_Arrêté\\_du\\_Gouvernement\\_wallon\\_portant\\_interdiction\\_de\\_l'usage\\_de\\_certains\\_ustensiles\\_en\\_plastique\\_à\\_usage\\_unique\\_dans\\_les\\_établissements\\_ouverts\\_au\\_public\\_07-10-2019-.pdf](https://wallex.wallonie.be/files/pdfs/10/19808_Arrêté_du_Gouvernement_wallon_portant_interdiction_de_l'usage_de_certains_ustensiles_en_plastique_à_usage_unique_dans_les_établissements_ouverts_au_public_07-10-2019-.pdf)

Toute la nourriture et les boissons sont livrées et servies à l'aide d'accessoires de restauration (contenants et plats, vaisselle, couverts, verres, nappes) lavables et réutilisables.

L'utilisation d'emballages jetables est strictement interdite, et l'adjudicataire ne pourra y avoir recours que dans des cas exceptionnels et moyennant l'accord explicite préalable de l'adjudicateur.

#### **Documents à fournir :**

Le soumissionnaire devra présenter une liste des accessoires de restauration prévus avec la mention 'lavable et réutilisable'.

En Région wallonne, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021<sup>18</sup>, les emballages de boissons, les pailles, les couverts, les bâtonnets mélangeurs, les emballages alimentaires, les bâtonnets pour ballons de baudruche et les assiettes à usage unique ne peuvent plus être utilisés dans les établissements publiquement accessibles, sauf s'ils sont spécifiquement collectés et recyclés.

Le gouvernement wallon entend s'abstenir de servir des boissons dans des gobelets jetables au sein de ses propres services ou lors d'événements qu'il organise à partir de cette même date.

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2023, les organisateurs d'événements culturels, récréatifs, sportifs, folkloriques et de loisirs doivent utiliser des gobelets réutilisables, pour les activités se déroulant tant en extérieur qu'en intérieur, conformément à l'article 26 du décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté.

Certaines provinces<sup>19</sup>, intercommunales (voir notamment les informations disponibles sur les sites d'IDELUX, IPALLE et BEP communes, villes mettent à disposition des citoyens, associations ou organisateurs un service de prêt/location de gobelets réutilisables pour les événements se tenant sur leur territoire, ainsi que différents conseils en la matière. Cette approche s'est largement répandue ces dernières années en Wallonie. Par ailleurs, un nombre croissant d'établissements du secteur de l'insertion socio-professionnelle proposent des services de prêt et de lavage de gobelets réutilisables.

### **11.3.2. Boissons**

L'eau potable servie lors de l'événement sera de l'eau de distribution, éventuellement filtrée ou à partir de bouteilles consignées

### **11.3.3. Réduction du gaspillage et des déchets alimentaires**

Ci-dessous sont présentées quelques conditions d'exécution qu'un pouvoir adjudicateur peut insérer dans un cahier des charges dans le but de réduire le gaspillage alimentaire :

Afin d'estimer au mieux les quantités de nourriture nécessaires, l'adjudicataire met en place un système d'inscription obligatoire pour les repas permettant aux participants d'indiquer s'ils ont des demandes particulières (allergies, plats végétariens/vegans, etc.).

L'adjudicataire prévoit un nombre de repas supplémentaires dépassant au maximum X à Y % (% à choisir par le pouvoir adjudicateur) du nombre de participants ayant réservé un repas.

Si tous les produits alimentaires ne sont pas servis directement (en cas de buffet par exemple) : une partie des aliments et boissons est laissée dans des contenants et équipements dédiés (frigos, ...), afin

18 Arrêté du Gouvernement wallon du 18/07/2019 portant sur l'interdiction de l'usage de certains ustensiles en plastique à usage unique dans les établissements ouverts au public, [https://wallex.wallonie.be/files/pdfs/10/19808\\_Arrêté\\_du\\_Gouvernement\\_wallon\\_portant\\_interdiction\\_de\\_l'usage\\_de\\_certains\\_ustensiles\\_en\\_plastique\\_à\\_usage\\_unique\\_dans\\_les\\_établissements\\_ouverts\\_au\\_public\\_07-10-2019-.pdf](https://wallex.wallonie.be/files/pdfs/10/19808_Arrêté_du_Gouvernement_wallon_portant_interdiction_de_l'usage_de_certains_ustensiles_en_plastique_à_usage_unique_dans_les_établissements_ouverts_au_public_07-10-2019-.pdf)

19 <https://www.provincedeliege.be/sites/default/files/media/15414/Fiche%20Technique%20Gobelets%20r%C3%A9utilisables.pdf>

de garantir un état de conservation optimal, et le service se fait au fur et à mesure des besoins des participants. Les produits alimentaires excédentaires sont proposés 'à emporter'.

Si possible, l'adjudicataire conclut avec une banque alimentaire un contrat de récupération et de valorisation des surplus alimentaires.

L'adjudicataire met en place un système de contenants (constitués de matières premières biosourcées, biodégradables ou compostables. Si possible les contenants devraient disposer d'un label TUV Austria dédié ou équivalent.

#### **Documents à fournir :**

- Pour les quantités prévues : la preuve qu'un système d'inscription obligatoire est fournie à l'avance.
- Pour le nombre de repas, la preuve que seul x% de repas supplémentaires par rapport au nombre final de participant ayant réservé un repas est prévu à l'avance.
- Pour les restes alimentaires excédentaires la preuve d'utilisation de boîte en carton sous la forme **RestoPack** ou autre similaire est prévue à l'avance.

Les soumissionnaires qui démontrent avoir prévu un mécanisme de récupération des surplus en collaboration avec une banque alimentaire obtiennent x points supplémentaires). Dans un tel cas, il faut qu'ils prouvent l'existence d'un accord avec la banque,

- Pour les contenants : (x) (timing à préciser à la demande de l'adjudicateur), l'adjudicataire i) précise pour les contenants alimentaires qu'il utilisera lors de l'événement le(s) label(s) attribué(s) et ii) fournit la preuve du/des label(s) ou tout autre moyen de preuve approprié établissant qu'il est satisfait aux exigences concernant le/les label(s) visés ci-dessus.

## **11.4. Emballages**

Le pouvoir adjudicateur peut demander que les impacts environnementaux des emballages soient limités dans le cadre de l'exécution du marché.

Les clauses suivantes peuvent par exemple être formalisées. Des compléments d'informations peuvent être trouvés dans le « [Guide emballages](#) ».

### **PRÉVENTION DES EMBALLAGES**

L'adjudicataire doit minimiser les emballages pour les fournitures faisant l'objet de ce cahier des charges, de manière à n'utiliser que les emballages strictement nécessaires pour garantir la qualité de la fourniture.

Les emballages strictement nécessaires sont ceux requis pour garantir la sécurité du produit, son intégrité physique et sa qualité pendant toutes les phases du transport et du stockage. Ces emballages sont essentiels pour protéger le produit contre les dommages, la contamination ou d'autres altérations potentielles.

#### **Document à joindre à l'offre :**

Le soumissionnaire devra joindre à son offre un document dans lequel il décrit la manière dont il procédera pour minimiser et réduire les emballages tout au long l'exécution du marché, au minimum conformément à l'objectif énoncé ci-dessus.

**Et/ou**

### **REPRISE DES EMBALLAGES**

L'adjudicataire est responsable de la mise en œuvre à ses frais de la collecte (lors de la livraison et le déchargement ; notamment si les livraisons nécessitent le transport par palettes, ces dernières seront récupérées par l'adjudicataire en vue de leur réutilisation ou de leur recyclage), du tri et de l'acheminement des emballages réutilisables ou recyclables. 100 % des emballages réutilisables ou recyclables doivent être envoyés vers des entreprises/installations de réutilisation ou de recyclage appropriées.

### **Document à fournir en fin de mission :**

L'adjudicataire envoie au pouvoir adjudicateur une copie des bordereaux de collecte de tous les emballages (document comprenant le type d'emballage, le poids collecté, l'entreprise/installation de destination, le traitement effectué à destination).

## **11.5. Déchets**

Vous pouvez par exemple exiger que votre adjudicataire soit responsable de la collecte et du recyclage corrects.

La question de la gestion des déchets est une question importante tant d'un point de vue durable que de celui de la responsabilité des pouvoirs publics. Il existe en Région wallonne de nombreuses obligations juridiques concernant la gestion des déchets. Afin de ne pas mettre en cause sa propre responsabilité, le pouvoir adjudicateur doit s'assurer des modalités de gestion des déchets issus des services/fournitures faisant l'objet du marché.

L'adjudicataire est tenu de prendre en compte toutes les obligations actuelles et futures en matière de protection de l'environnement et de déchets, sous sa propre responsabilité et à ses frais.

L'adjudicataire veillera à n'abandonner aucun déchet, de quelque nature qu'il soit, lors de ses prestations (réalisation de son service, la livraison et le déchargement de fournitures). L'adjudicataire est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un système efficace de gestion des déchets générés lors de ses prestations. Conformément aux informations reçues du pouvoir adjudicateur, l'adjudicataire assure la collecte sélective des déchets : verre, carton, emballages en plastique, déchets verts, déchets chimiques ménagers tels que (énumération non exhaustive) : récipients contenant des détergents, papier, etc. Cette collecte sélective doit permettre de collecter, trier et acheminer les déchets vers les installations de traitement les plus appropriées :

- 100 % des déchets recyclables doivent être envoyés vers des entreprises/installations de recyclage ;
- 100 % des déchets compostables doivent être envoyés vers des entreprises/installations de compostage ;
- les déchets résiduels non valorisables autrement doivent être envoyés vers des entreprises/installations d'incinération avec récupération d'énergie.

L'adjudicataire doit signaler et gérer (mesures préventives et correctrices) tout incident environnemental occasionné lors des prestations (réalisation du service, livraison, manutention, installation de matériels, équipements et fournitures) proposées pour ce présent marché.

En cas de constatation d'abandon de déchets lors des prestations visées par ce marché, à défaut de trouver un responsable, c'est à l'adjudicataire que revient la responsabilité de l'abandon. Il pourra être sanctionné d'une pénalité spéciale unique mentionnée dans la section « Sanctions en cas d'inexécution ».

### **Document à fournir en fin de mission :**

L'adjudicataire envoie au pouvoir adjudicateur une copie des bordereaux de collecte de tous les déchets (document comprenant le type de déchet, le poids collecté, l'entreprise/installation de destination, le traitement effectué à destination).

## **11.6. Accessibilité numérique**

Il convient d'adapter l'accès aux contenus informatisés (présentations, informations, audio-visuels ...) aux personnes en situation de handicap visuel ou auditif en respectant les normes d'accessibilité pertinentes conformément au décret du Gouvernement wallon du 2 mai 2019 relatif à l'accessibilité des sites internet

et des applications mobiles des organismes du secteur public<sup>20</sup>. L'accessibilité numérique désigne un ensemble de règles et de bonnes pratiques qui permettent de rendre les contenus et services digitaux accessibles à tous, et notamment aux personnes en situation de handicap.

Les contenus informatisés audio-visuels proposés lors de l'événement doivent être adaptés aux personnes en situation de handicap visuel ou auditif.

**Document à fournir :**

Le soumissionnaire joint à son offre tout document décrivant quels standards (norme WCAG 2.1, norme européenne 301 549 V 2.1.2, PDF/UA ou équivalent) sont suivis et quelles méthodes, technologies, outils sont mis en place afin d'adapter les contenus.

---

<sup>20</sup> *L'accessibilité des contenus audiovisuels aux personnes handicapées,*  
<https://rm.coe.int/iris-plus-2023-01fr-l-accessibilite-des-contenus-audiovisuels-aux-pers/1680ab1bdb>  
<https://eqja.be/plateforme-audiodescription-wallonie-bruxelles-confidentielle-inegale-inadaptee/>



## ANNEXES

## ANNEXE 1 : STANDARDS ET CERTIFICATIONS ÉVÉNEMENTIELLES

### > Certification ISO 20121 - Activité événementielle responsable

La norme ISO 20121<sup>1</sup> aide à faire en sorte que les événements laissent un héritage positif. Elle convient à tous types d'événements, réguliers ou ponctuels : compétition sportive, exposition, séminaire, conférence, concerts, festivals. Ces événements peuvent tout à la fois générer d'importantes retombées bénéfiques et des impacts négatifs, au niveau social, environnemental et économique.

Cette norme fournit un cadre permettant d'identifier, d'éliminer ou de réduire les effets négatifs potentiels des événements sur ces trois niveaux, et de mettre à profit des effets plus positifs grâce à l'amélioration de la planification et des processus.

La norme adopte l'approche fondée sur les systèmes de management que des milliers d'organisations connaissent dans le monde entier grâce au succès de normes telles qu'ISO 9001 (qualité) et ISO 14001 (environnement). La norme atteste de la gestion durable de votre organisation : déchets matériels, consommation d'eau et d'énergie, choix de vos fournisseurs, sécurité de vos employés, contraintes pour les collectivités locales.

La norme est utile aux différents maillons de la chaîne d'approvisionnement : organisateurs et agences événementielles, lieux de réception, directeurs d'événements, constructeurs de stands, fournisseurs ou associations prestataires de services logistiques et de restauration.

### > Certifications Bâtiment

#### WELL<sup>2</sup>

La norme WELL se distingue par l'importance qu'elle accorde à la santé et au bien-être, et ce, dans dix domaines : l'air, l'eau, l'alimentation, la lumière, l'activité physique, le confort thermique, le bruit, les matériaux, l'esprit et la société.

De quelle manière un bâtiment exerce-t-il une influence sur l'alimentation et l'activité physique ? La certification WELL permet aux gestionnaires d'appliquer certaines règles en matière d'alimentation. Les stratégies de *nudging* encouragent les travailleurs et les visiteurs à faire davantage d'exercices physiques, en rendant les escaliers bien visibles, ou en utilisant plus intelligemment la ventilation et l'éclairage sur le lieu de travail.

Les stratégies et les méthodes de conception sont évaluées selon les principes de WELL et veillent à ce que les exigences de qualité soient prises en compte lors de la conception, ce qui ne peut que profiter aux travailleurs. Par ailleurs, les critères, qui sont déterminants pour le bien-être sur le lieu de travail, sont examinés et adaptés pendant l'exploitation. WELL vous garantit un bâtiment de pointe dans le domaine des normes techniques, de la conception et des protocoles de l'employeur.

#### LEED<sup>3</sup>

La certification LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) est une certification environnementale d'origine nord-américaine visant à promouvoir la haute qualité environnementale des bâtiments. Développée par le US Green Building Council, elle vise à mesurer et réduire l'impact environnemental des bâtiments tout au long de leur cycle de vie. Conçue pour répondre à la pluralité des projets de construction et leurs spécificités, elle concerne différentes typologies d'actifs (bâtiments tertiaires, logistiques, institutionnels, de logement...) et de projets immobiliers (nouvelles constructions, bâtiments existants, maisons individuelles, rénovation intérieure, quartiers...).

1 [https://www.iso.org/files/live/sites/isoorg/files/store/fr/PUB100302\\_fr.pdf](https://www.iso.org/files/live/sites/isoorg/files/store/fr/PUB100302_fr.pdf)

2 <https://www.idewe.be/fr/-/normes-de-construction-well-breeam-et-leed>

3 <https://www.greenaffair.com/obtenir-la-certification-leed/>

Les critères de certification LEED s'organisent autour de 6 grandes thématiques que sont l'aménagement du site, la gestion de l'eau, la performance énergétique, l'utilisation et la gestion des matériaux et des ressources, la qualité de l'environnement intérieur et l'innovation. Sous réserve de remplir les prérequis obligatoires pour chacun de ces thèmes et d'obtenir un nombre de points minimum, un bâtiment certifié LEED peut atteindre 4 niveaux : Certified, Platinum, Gold et Silver.

## DGNB<sup>4</sup>

Fondé en 2007, le label DGNB est le résultat d'un travail effectué par un consortium de professionnels tels que des architectes, des fabricants de matériaux pour le bâtiment, des investisseurs et des scientifiques. Ce système de certification prend en compte de manière globale (contrairement aux autres labels tels que LEED ou OWA) l'ensemble du cycle de vie d'un bâtiment, ses aspects écologiques, économiques et va parfois même jusqu'à analyser les paramètres socioculturels. Ce label peut être appliqué à tout type de construction respectant 5 catégories de critères :

- Ecologie : Effet sur l'environnement local (protection des ressources).
- Economie : Coût du cycle de vie et stabilité de la valeur.
- Qualité sociale : Santé, bien-être.
- Qualité technique.
- Qualité des processus : planification, construction, exploitation.

Un bâtiment écologiquement labellisé se caractérise donc par une construction dont la valeur est plus sûre, appropriée aux usagers et sans danger pour l'environnement, le tout avec des coûts d'exploitation et d'entretien de plus en plus bas.

## NF Haute Qualité Environnementale<sup>5</sup>

Pour attester qu'un bâtiment (résidentiel ou tertiaire), un quartier ou une infrastructure prennent bien en compte les exigences et attentes liées aux enjeux de la ville durable. La certification NF HQE se base sur 14 critères d'évaluation et impose la mise en place d'un système de management environnement.

## BREEAM<sup>6</sup>

Établie par le Building Research Establishment (BRE) au Royaume-Uni en 1990, la certification BREEAM est aujourd'hui adoptée dans de nombreux pays à travers le monde afin de promouvoir des projets de développement immobilier respectueux de l'environnement. Comme pour de nombreuses certifications et normes environnementales, le label BREEAM s'intègre dans une démarche volontaire de l'entreprise.

La certification BREEAM est délivrée après une analyse complète et indépendante, reposant sur l'étude et l'évaluation de différentes thématiques.

L'attribution de points, appelés crédits, pour chacune de ces thématiques permet ensuite d'obtenir un score global. Selon son niveau de performance dans ces différents domaines, le bâtiment reçoit alors une mention allant de Passable à Remarquable, traduite par un nombre d'étoiles apposées sur le certificat BREEAM. Il est même possible d'obtenir des bonus avec des points supplémentaires en cas de résultats exceptionnels.



4 <https://www.reynaers.ch/fr/inspiration/blog/strategie-ecoresponsable/dgnb-un-label-de-qualite-durable>

5 <https://www.hqegbc.org/qui-sommes-nous-alliance-hqe-gbc/la-certification-hqe/>

6 <https://www.advizeo.io/blog/energy-management/certification-breeam/>

## > Guides pour organisation d'événements durables

### Bruxelles

<https://environnement.brussels/pro/services-et-demandes/conseils-et-accompagnement/organisation-devenements-durables>

Charte d'engagement à la mise en place d'actions pour l'organisation d'événements durables :

[https://environnement.brussels/sites/default/files/user\\_files/doc\\_charteevenementdurable\\_fr.pdf](https://environnement.brussels/sites/default/files/user_files/doc_charteevenementdurable_fr.pdf)

### Wallonie

<https://www.ecoconso.be/fr/Organiser-un-evenement-eco>

### Fédéral

<https://www.developpementdurable.be/fr/news/amelioez-la-durabilite-de-votre-evenement>

### Quelques ressources et initiatives

Secteur culturel et événementiel :

<https://eventchange.be/>

<https://innov-events.be/durabilite-evenementiel-belgique>

Evènement Écocitoyen :

<https://www.eventecocitoyen.be/>

Label événement éco-engagé (France) :

<https://www.reseau-eco-evenement.net/label/>

<https://objectif-green.fr/article/label-evenement-eco-engage-pour-structurer-ses-engagements-ecologiques>

## ANNEXE 2 : LABELS ALIMENTATION

### > Produits biologiques Union Européenne et Agriculture Biologique (France)



Le **Label BIO UE** est un label européen qui s'applique aux produits alimentaires provenant de l'agriculture biologique. Un produit biologique doit suivre les consignes suivantes :

- ne doit pas contenir de pesticides (herbicides, fongicides, insecticides...) de synthèse.
- pas d'engrais de synthèse.
- pas d'OGM.
- pas d'ajout systématique d'antibiotiques aux aliments des animaux d'élevage.
- qu'il doit y avoir plus d'espace / un accès à l'extérieur pour les animaux d'élevage, de la nourriture bio pour les animaux d'élevage.

Les produits transformés doivent contenir au moins 95% d'ingrédients bio pour pouvoir être vendus avec le label bio (un biscuit bio, par exemple, sera composé de minimum 95% d'ingrédients bio, soit en général de la farine bio, du sucre bio, des œufs bio, etc.).

**Le label AB, Agriculture Biologique**, est le label bio français. Il ne s'applique qu'aux produits alimentaires et garantit que les produits proviennent à 100% de l'agriculture biologique.

Le label est largement répandu en France et sur les produits issus de ce pays.

### > Produits de saison

Voir par exemple le [calendrier des saisonnalités de Bruxelles Environnement](#).

### > Produits belges et wallons



## Label Biogarantie

Le label Biogarantie est un label belge pour l'agriculture biologique qui permet aux consommateurs de s'assurer que les produits sont cultivés et transformés en Belgique. Le label Biogarantie est un pionnier de la labellisation biologique en Belgique et en Europe et essaie toujours d'avoir un pas d'avance sur la réglementation Bio européenne. Ainsi des mesures complémentaires à la réglementation européennes sont pris par le label. Par exemple, des mesures en termes de protection de la biodiversité, des écosystèmes et des sols sont demandées pour intégrer le label. De plus, des mesures concernant le bien-être animal et l'autonomie alimentaire des élevages sont également prises<sup>7</sup>.



## Le label prix juste producteur

Le label Prix Juste Producteur, un moyen pour le producteur d'interpeller le consommateur. Cette appellation a pour objectif de garantir aux producteurs et agriculteurs une rémunération équitable. Le label prix juste producteurs peut être apposé sur certains produits moyennant certaines conditions, comme le respect d'une charte, la garantie de l'origine locale ou encore la traçabilité des matières premières. Ce label permet ainsi aux consommateurs d'opter pour des produits qui favorisent une agriculture locale, tout en rendant nos producteurs plus autonomes et indépendants<sup>8</sup>.



## En direct de la ferme

Il s'agit ici d'un label octroyé à des points de ventes en circuit court. L'assortiment du point de vente à la ferme doit se composer de plus de 50% de produits issus du circuit court. Ces produits seront en partie issus de la production même du vendeur et l'assortiment peut être complété par des produits d'autres agriculteurs. Quant aux produits transformés/dérivés, les matières premières utilisées doivent être issues de la production propre ou d'une distance maximale de 100 km lorsque c'est possible<sup>9</sup>.



## Le « Système régional de Qualité différenciée »

Il s'agit d'un système de labellisation qui permet de reconnaître des produits agricoles et des denrées alimentaires qui, par rapport à une production standard, se différencient par leur mode de production ou par une plus-value qualitative. Le label est octroyé suivant un cahier des charges pour le respect de 4 principes obligatoires (issu d'une exploitation familiale, rémunération équitable pour l'agriculteur, qui assure une relation équilibrée entre le développement de l'agriculture et les attentes de la société et l'exclusion des OGM) Au-delà de ces quatre principes obligatoires, chaque cahier des charges doit décrire un mode de production et/ou un produit qui se différencie clairement de la production standard de produits équivalents (ex : approvisionnement local, impact réduit sur l'environnement, bien-être animal, bénéfiques sur la santé humaine, qualité organoleptique ou nutritionnelle du produit,...)



<sup>7</sup> <https://biogarantie.be/notre-label/>

<sup>8</sup> <https://collegedesproducteurs.be/prix-juste-producteur>

<sup>9</sup> <https://www.jecuisinelocal.be/session/endirectdelaferme/>

Plusieurs produits bénéficient de cette reconnaissance officielle. Pour le secteur porcin, il s'agit du « Porc fermier », du « Porc Plein Air » et du « Le cochon bien-être ». Pour le secteur avicole, sont répertoriés « Le foie gras mi-cuit de la ferme de la Sauvenière » et les « Volailles de multiplication de qualité différenciée aux stades élevage et reproduction destinées à la production d'œufs à couver à vocation poussins de type chair ». Pour les céréales « la farine Bayard - agriculture raisonnée » et pour le secteur des fruits issus de vergers hautes tiges, le label « Vergers vivants ».



## > Café, cacao, sucre

### Label Fairtrade/Max Havelaar

Le label Fairtrade est une certification destinée à promouvoir des pratiques agricoles durables et socialement responsables, tout en améliorant les conditions de vie et de travail des agriculteurs et des travailleurs dans les pays en développement. Lorsqu'il s'applique au café, le label Fairtrade garantit que le café a été produit et commercialisé selon des normes spécifiques visant à créer un impact positif sur les communautés agricoles et l'environnement.



- **Prix minimum garanti** : Les producteurs Fairtrade reçoivent un prix minimum garanti pour leur production, qui couvre généralement les coûts de production. Ce prix agit comme un filet de sécurité en période de fluctuation des prix sur le marché mondial.
- **Prime Fairtrade** : Les coopératives de producteurs Fairtrade reçoivent également une prime Fairtrade pour chaque produit vendu. Cette prime est investie dans des projets communautaires, tels que l'éducation, les soins de santé, les infrastructures et d'autres initiatives visant à améliorer les conditions de vie locales.
- **Normes sociales** : Les normes sociales du label Fairtrade couvrent des domaines tels que les conditions de travail, les salaires équitables, l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé, ainsi que la promotion de l'égalité des sexes.
- **Durabilité environnementale** : Bien que le label Fairtrade mette davantage l'accent sur les aspects sociaux, il inclut également des critères de durabilité environnementale. Cela peut inclure des directives pour la gestion de l'eau, la préservation de la biodiversité et la réduction de l'utilisation de pesticides chimiques.
- **Traçabilité** : Le label Fairtrade assure une traçabilité tout au long de la chaîne d'approvisionnement du café. Cela signifie que les consommateurs peuvent suivre l'origine du produit qu'ils achètent et s'assurer qu'il provient de producteurs certifiés Fairtrade.

### Label Rainforest Alliance

Le label « Rainforest Alliance Certified™ » est une certification de durabilité appliquée à divers produits agricoles, y compris le café. Il vise à promouvoir des pratiques agricoles responsables sur le plan environnemental et social tout en soutenant la conservation de la biodiversité et les moyens de subsistance des agriculteurs.



- **Durabilité environnementale** : Le label Rainforest Alliance met l'accent sur la promotion de pratiques agricoles durables qui préservent l'environnement. Cela peut inclure la protection de la biodiversité, la gestion responsable des ressources en eau, la réduction de l'utilisation de pesticides et d'engrais chimiques, ainsi que la mise en œuvre de pratiques de gestion des sols respectueuses de l'environnement.
- **Normes sociales** : Les normes sociales incluent des dispositions pour les salaires équitables, la sécurité au travail, l'accès à l'éducation et aux soins de santé, ainsi que la promotion d'égalité des genres.
- **Traçabilité** : Le label garantit la traçabilité des produits agricoles tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

- **Impact communautaire** : Les producteurs de café certifiés bénéficient d'une prime sociale qui est investie dans des projets communautaires visant à améliorer les conditions de vie locales.

## Label UTZ

UTZ a fusionné avec le label Rainforest Alliance pour former le « nouveau Rainforest Alliance », les principes fondamentaux d'UTZ continuent de jouer un rôle dans cette nouvelle entité.

- **Durabilité environnementale** : Le label UTZ encourage les producteurs à adopter des pratiques agricoles qui minimisent les impacts environnementaux. Cela inclut la gestion responsable de l'eau, la réduction de l'utilisation de pesticides et d'engrais chimiques, ainsi que la préservation de la biodiversité.
- **Normes sociales** : UTZ met l'accent sur l'amélioration des conditions de vie et de travail des agriculteurs et des travailleurs. Cela peut inclure des normes relatives aux salaires équitables, à la sécurité au travail, à l'accès à l'éducation et à la formation, et à la promotion de l'égalité des sexes.
- **Traçabilité** : Le label UTZ assure la traçabilité des produits tout au long de la chaîne d'approvisionnement du café. Cela permet aux consommateurs de connaître l'origine du café et de s'assurer qu'il provient de producteurs qui respectent les normes UTZ.



La fusion entre UTZ et Rainforest Alliance vise à combiner les forces des deux labels pour créer un programme plus complet, qui couvre à la fois les aspects sociaux et environnementaux de la durabilité agricole. Le nouveau Rainforest Alliance intègre des éléments des deux labels pour promouvoir une production responsable qui prend en compte à la fois les communautés locales et la conservation de l'environnement.

### > Lait

Biomilk.be a été créé en 2002 par un groupe d'éleveurs laitiers flamands et s'appelait alors Biomelk Vlaanderen. Un groupe d'éleveurs wallons a rejoint la coopérative en 2006. Elle s'appelait dès lors Biomelk Vlaanderen - Biolait Wallonie. Afin de souligner le caractère belge de la coopérative, le nom Biomilk.be fut choisi en 2017. Biomilk.be est une coopérative d'éleveurs laitiers biologiques et belges. « Nous nous occupons de nos animaux et de nos champs selon les méthodes de l'agriculture biologique par respect pour l'environnement et pour la santé de tous. En tant que coopérative belge, nous avons un ancrage local fort. Nos membres éleveurs sont belges et nos clients aussi. C'est pour cela que nous osons dire que nous contribuons à renforcer le tissu économique local. La coopérative est exclusivement belge. L'objectif de Biomilk.be est de rassembler le lait de vache biologique produit par les membres afin de le vendre aux meilleures conditions possibles. La coopérative veut ainsi garantir un débouché à ses membres, mais également un prix du lait stable et rémunérateur afin que les fermiers puissent investir dans une ferme vivable.

## ANNEXE 3 : CERTIFICATIONS DROIT DU TRAVAIL

### > SA 8000

Norme internationale de certification qui encourage les organisations à développer, maintenir et adopter des pratiques socialement acceptables en milieu de travail.

### > ISO 26000

Norme internationale qui vise à promouvoir la responsabilité sociétale des organisations en intégrant des pratiques durables dans leurs activités. L'objectif est de fournir des lignes directrices essentielles pour les entreprises et les organisations cherchant à évaluer et à améliorer leur impact environnemental, social et sociétal. La norme s'articule autour de plusieurs questions centrales qui exercent toutes une influence sur la responsabilité sociétale d'une entreprise. Ces questions se répartissent comme suit : Gouvernance de l'organisation, Environnement, Droits de l'Homme, Relations et conditions de travail, Loyauté des pratiques, Questions relatives aux consommateurs, Communautés et développement local.

## > ISO 28000

Prescrit les exigences applicables à un système de management de la sûreté, y compris les aspects cruciaux pour l'assurance sûreté de la chaîne d'approvisionnement. Le management de la sûreté est lié à beaucoup d'autres aspect de la gestion des entreprises. Ces aspects comprennent toutes les activités contrôlées par les organismes ayant un impact sur la sûreté de la chaîne d'approvisionnement ou sur lesquelles ils ont une influence. Il convient de prendre tous ces aspects en considération directement, où et quand ils agissent sur le management de la sûreté, y compris pendant le transport des marchandises le long de la chaîne d'approvisionnement.

Un soumissionnaire peut indiquer via cette certification quel système de gestion de sa chaîne d'approvisionnement a mis en place pour l'exécution du marché. Il devrait ainsi être en mesure de pouvoir remonter jusqu'à l'usine où le produit qu'il fournit a été confectionné.

## > Spécifiques à l'industrie textile

### **Fair for Life**

Garantit que les producteurs sont payés équitablement, qu'ils ont des conditions de travail décente et qu'ils sont protégés en cas de crise. Le label, qui met aussi l'accent sur le respect de l'environnement, est aussi bien tourné vers les producteurs de pays du Sud que de pays du Nord et s'étend au-delà des domaines du textile et des cosmétiques.

### **Fair Wear Foundation**

Est uniquement dédiée à l'industrie du textile, et propose une des certifications les plus strictes sur les conditions de travail. Le cahier des charges est en effet rigoureux sur la liberté d'association et l'interdiction de la discrimination au travail. Ses pratiques sont inspirées par les conventions de l'OIT et de la Déclaration internationale des droits de l'Homme. Les conditions de travail telles qu'un salaire correct, le libre choix du travail, le droit à la liberté syndicale et à la concertation collective, l'interdiction de discriminations, etc. sont assurées pour les marques membres.

Des plans d'amélioration concrets sont mis en place régulièrement afin de faire progresser le secteur. Représentée par des fédérations d'employeurs, des syndicats et des ONG, la FWF contrôle et inspecte elle-même la mise en œuvre des plans d'amélioration des membres.

### **World Fair Trade Organization<sup>10</sup>**

L'organisation mondiale du commerce équitable (WFTO) regroupe des entreprises membres à travers 76 pays. Elle garantit et contrôle l'intérêt des travailleurs, des fermiers et des artisans via le respect de plusieurs aspects : droits humains ; équité des genres ; économie circulaire ; entreprises sociales ; agriculture durable ; ressources naturelles. Si les deux certifications précédentes apportent une certification « produit », la WFTO certifie directement les entreprises. Le label sert donc à informer des bonnes pratiques sociales d'une organisation. L'objectif de l'association est de soutenir les producteurs de pays du Sud selon les critères qu'elle établit dans sa charte.

## > Label social belge<sup>11</sup>

Le label social belge a été créé par la Loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable (Moniteur Belge, 26 mars 2002). Cet outil public de RSE, par son cadre légal et ses référents internationaux, que sont les Conventions de base de l'OIT, constitue non seulement un instrument pertinent pour mesurer l'engagement des entreprises dans une démarche de RSE mais présente de toute évidence une valeur ajoutée pour les entreprises, comme d'ailleurs pour les pouvoirs publics qui y trouvent aussi un moyen d'homogénéiser, d'une certaine manière, le recours des entreprises à la certification. Par le label

<sup>10</sup> <https://wfto.com/>

<sup>11</sup> <https://news.belgium.be/fr/label-social>

social, les entreprises peuvent inscrire volontairement leurs engagements en matière de droits sociaux dans un cadre légal, qui permet d'envoyer un signal clair, lisible et surtout public à leurs stakeholders, notamment les consommateurs, les partenaires sociaux mais aussi leurs travailleurs.

## ANNEXE 4 : NORMES ET LABELS ENVIRONNEMENTAUX

### > Système européen d'audit et de management environnemental (EMAS) et ISO 14001

EMAS (Eco Management and Audit Scheme) est un système d'audit et de management environnemental de l'Union européenne destiné aux entreprises et à d'autres organisations. EMAS vous permet d'évaluer, d'améliorer et de rendre compte de la politique environnementale de votre organisation.



Depuis 2001, EMAS est disponible pour tous les secteurs de l'économie, tant dans les services privés que publics. Les entreprises désireuses d'obtenir un enregistrement EMAS doivent soumettre leur système de management environnemental à un contrôle et leur rapport environnemental doit faire l'objet d'une validation.

**Les exigences en matière de système de management environnemental énumérées dans le règlement EMAS sont identiques à celles d'ISO 14001.** Pour satisfaire à ISO 14001, votre système de management environnemental doit remplir un certain nombre de conditions. Vous devez :

- Contrôler et identifier l'impact environnemental de vos activités, produits et services
- Améliorer en permanence votre management environnemental
- Implémenter une approche systématique pour établir des objectifs environnementaux, les atteindre et les rendre publics une fois réalisés.

En outre, EMAS accorde une importance particulière aux éléments suivants : respect de la législation, amélioration des résultats en matière d'environnement, communication avec le monde extérieur et implication du personnel.

Les exigences portant sur le rapport environnemental sont décrites séparément dans le règlement EMAS.

Une organisation qui dispose d'une certification ISO 14001 peut, dans la pratique, obtenir un enregistrement EMAS en faisant en plus valider le rapport environnemental selon les règles en vigueur dans ce domaine. C'est également le point qui différencie les normes ISO 14001 et EMAS. ISO 14001 n'exige pas qu'une organisation publie périodiquement des informations concernant ses résultats environnementaux, au contraire d'EMAS.

### > Normes ISO 14021 et ISO 14024

Ce sont respectivement des normes de marque et de label concernant les déclarations environnementales des produits<sup>12</sup>. Elles présentent un gage de qualité et permettent d'éviter une publication trompeuse.

**La norme ISO 14021** spécifie les exigences relatives aux auto-déclarations environnementales, y compris les mentions, symboles et graphiques concernant les produits. Elle décrit, en outre, des termes choisis, couramment employés dans les allégations environnementales, en précisant leur utilisation. La présente Norme internationale décrit également une méthodologie générale d'évaluation et de vérification des auto-déclarations environnementales, ainsi que des méthodes spécifiques d'évaluation et de vérification des allégations sélectionnées dans la présente Norme internationale. ISO 14021 n'exclut, n'annule ni ne modifie de quelque façon que ce soit les exigences légales en matière d'informations, d'allégations ou d'étiquetage relatifs à l'environnement, ou toute autre exigence réglementaire.

<sup>12</sup> ISO, « ISO 14021 :2016 ; ISO14024 :2018 », 2016, 2018, consulté sur <https://www.iso.org/fr/standard/66652.html> et <https://www.iso.org/fr/standard/72458.html>

**La norme ISO 14024** établit les principes et les procédures pour les écolabels et les certifications qui comprennent une vérification indépendante, garantissant que les consommateurs et les acheteurs professionnels reçoivent des informations précises et comparables. Cette norme, établie par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), comprend la sélection des catégories de produits, les critères environnementaux des produits et les caractéristiques fonctionnelles des produits, ainsi que l'évaluation et la démonstration de la conformité. La définition d'un label ISO 14024 de type 1 est la suivante : « un programme tiers volontaire, basé sur des critères multiples, qui attribue une licence autorisant l'utilisation de labels environnementaux sur des produits indiquant la préférence environnementale globale d'un produit dans une catégorie de produits particulière, sur la base de considérations liées au cycle de vie. »

### Label Blue Angel

C'est un label environnemental allemand qui est attribué aux produits et services qui répondent à des critères stricts en matière de durabilité et d'impact environnemental. Pour le mobilier, le label Blue Angel garantit que le produit a été fabriqué à partir de matériaux écologiques et respectueux de l'environnement, tels que des matériaux renouvelables ou recyclés. De plus, le mobilier doit être exempt de substances dangereuses pour la santé et l'environnement, comme les métaux lourds, les composés organiques volatils (COV) et les retardateurs de flamme halogénés. Le label exige également que le mobilier soit économe en ressources et en énergie, et qu'il soit recyclable ou biodégradable à la fin de sa vie utile. Le label est basé sur des critères techniques et environnementaux stricts et indépendants, et les produits sont régulièrement testés pour s'assurer qu'ils répondent toujours aux normes élevées du label<sup>13</sup>.



### Label NF Environnement - Ameublement

C'est un label environnemental français créé par l'Association française de normalisation (AFNOR) qui garantit que le mobilier répond à des critères environnementaux rigoureux<sup>14</sup>. Pour obtenir la certification, les fabricants doivent respecter des exigences en matière d'émissions de polluants, d'efficacité énergétique, de durabilité, de recyclage et de réduction de la consommation de ressources naturelles. Le label couvre une grande variété de types de mobilier, tels que les chaises, les tables, les armoires, les canapés et les lits. L'objectif principal de ce label est de réduire l'impact environnemental du mobilier tout au long de son cycle de vie, de la fabrication à la fin de vie, en encourageant les fabricants à adopter des pratiques plus durables et respectueuses de l'environnement<sup>15</sup>.



### Label Oeko-Tex

Ce label a été créé pour garantir l'absence de substances nocives dans les textiles utilisés dans différents produits, y compris les meubles rembourrés tels que les canapés, les fauteuils et les chaises. Les critères d'évaluation pour le label Oeko-Tex couvrent une gamme de substances potentiellement dangereuses pour la santé, telles que les métaux lourds, les pesticides, les colorants allergènes et les produits chimiques utilisés dans les processus de fabrication. Le label Oeko-Tex pour les meubles de bureau garantit que les produits ont été testés pour la présence de substances nocives et qu'ils répondent aux exigences environnementales et de santé. Il couvre tous les types de mobilier de bureau, tels que les chaises, les tables et les armoires, ainsi que les revêtements de sol et les tissus d'ameublement<sup>16</sup>.



Oeko-tex Standard 100 certifie que le textile est exempt de produits chimiques dangereux pour la santé. Le standard Oeko-Tex 100 (Confiance textile) garantit l'absence de certaines substances nocives dans les produits bruts et finis. Il va parfois plus loin que les taux précisés par la législation, en interdisant par exemple l'utilisation de certains produits chimiques qui ne sont pas encore régle-



STANDARD  
100

13 Blauer Engel. (2021). Furniture and slatted frames made of wood and wood-based materials until 12/2023. Consulté le 2 mai depuis <https://www.blauer-engel.de/en>

14 Benady, A. (n.d.). Allier écologie et qualité avec la gamme NF environnement. Groupe AFNOR. Consulté le 2 mai 2023, depuis <https://www.afnor.org/environnement/nf-environnement/>

15 La certification NF Environnement Ameublement. <https://certification-ameublement.fcba.fr/nf-environnement-ameublement>

16 ADEME. Mobilier de bureau éco-responsable. Agir pour la Transition. <https://agirpoulatransition.ademe.fr/particuliers/node/21895>

mentés. Un de ses avantages est d'être reconnu de façon internationale.

## Ecolabels EU<sup>17</sup>

**Textile** : seul label officiel de l'Union européenne, l'Écolabel européen certifie des vêtements socialement responsables et plus écologiques tout au long de leur cycle de vie : production de fibres durables ; procédés de fabrication moins polluants ; qualité et résistance des textiles ; respect des droits humains fondamentaux sur le lieu de travail ; limitation des substances nocives. Si le label n'impose pas l'utilisation exclusive de fibres bio, il certifie par exemple que 95% du coton est bio ou que 60% est cultivé selon les principes de l'agriculture intégrée. Ceci concerne les T-shirts, corsages, chemises, jeans, pyjamas et vêtements de nuit, sous-vêtements et chaussettes. Pour le nylon, il faut qu'il y ait au moins 20% de fibres recyclées. L'Ecolabel européen doit être perçu comme un tremplin vers la production écologique d'un produit textile. L'objectif est double : diminuer l'émission de CO2 dans l'air et dans l'eau pour réduire la pollution de l'industrie du textile et notre impact sur l'environnement ; présenter des articles de mode plus respectueux de notre santé notamment grâce à l'interdiction ou la limitation des substances nocives.



**Meubles indépendants ou encastrés** tels que les tables, les étagères, les armoires, les chaises et les canapés destinés à être utilisés à l'intérieur ou à l'extérieur, pour certifier qu'ils ont été fabriqués selon des critères environnementaux rigoureux tout au long de leur cycle de vie, de la production à la fin de vie. Les critères pour obtenir ce label couvrent plusieurs aspects environnementaux, tels que la gestion responsable des forêts, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'utilisation d'énergies renouvelables, la réduction de la consommation d'eau et d'énergie, la réduction des déchets, la limitation de l'utilisation de substances dangereuses, la biodégradabilité et le recyclage<sup>18</sup>.

## Global Recycle Standard (GRS)

Ce label certifie que le produit fini est bien composé de minimum 50% de fibres recyclées suivant la définition de la norme ISO14021. GRS ajoute une couche de responsabilité environnementale pour l'étape de recyclage de la matière. Les critères utilisés sont proches de ceux utilisés dans le bio, bannissant les procédés et produits toxiques ou pathogènes (suit la liste REACH des composés chimiques interdits), et contrôlant l'usage de l'énergie, la pollution de l'eau, les émissions GES, le traitement des déchets, etc.



GRS ajoute une couche de responsabilité sociale pour l'étape de recyclage de la matière. Les conditions de travail sont garanties strictement respectueuses des critères de l'Organisation internationale du Travail : interdiction du travail forcé, liberté syndicale, conditions sûres et hygiéniques, non-discrimination, non-maltraitance, conditions salariales exigeantes, etc.

## Recycled Blended Claim Standard (RCS)

Ce label vise à préserver l'identité d'une matière première recyclée en suivant l'ensemble de la chaîne de production, de l'approvisionnement à la distribution. Plus précisément, le logo RCS peut être utilisé lorsqu'un produit contient entre 5 et 94% de matière recyclée. Il peut s'agir de matériaux recyclés de pré-consommation ou de post-consommation. Les produits portant le sigle RCS Blended doivent avoir une partie de leur tissu provenant de matières recyclées.



Voici quelques-unes des combinaisons les plus courantes : Polyester recyclé + coton ; Coton recyclé + polyester ; Polyester recyclé + polyester ; Polyester recyclé + élasthanne.

Le logo RCS – 100 peut être utilisé sur un produit lorsque celui-ci est composé à 95 % ou plus de fibres recyclées.

<sup>17</sup> <https://www.ecoconso.be/fr/content/ecolabel-europeen-produits-textiles>

<sup>18</sup> European Commission. Furniture and Mattresses. EU Ecolabel. Retrieved from [https://environment.ec.europa.eu/topics/circular-economy/eu-ecolabel-home/product-groups-and-criteria/furniture-and-mattresses\\_en](https://environment.ec.europa.eu/topics/circular-economy/eu-ecolabel-home/product-groups-and-criteria/furniture-and-mattresses_en)

## Le ruban de Moebius

Symbole universel du recyclage depuis le début des années 1970, symbolise un cycle de recyclage sans fin. Il peut être trouvé sur des emballages ou produits dits recyclables (au regard de la norme ISO14021) ou il peut également indiquer le pourcentage de matériaux recyclés, s'il y a un pourcentage au centre, ce dernier correspondant au pourcentage de matériaux recyclés<sup>19</sup>.



## PEFC

Le label PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification) est un système de certification forestière qui garantit que les produits en bois et en papier proviennent de forêts gérées de manière durable. Le PEFC a été créé en 1999 et est basé sur la norme internationale 14 001.



Le label PEFC assure que les produits en bois et en papier sont produits à partir de bois issu de forêts gérées de manière responsable, où les droits des travailleurs sont respectés et où la biodiversité est préservée. Les entreprises dont les produits sont certifiés PEFC doivent respecter des critères stricts en matière de gestion des forêts, de traçabilité du bois, de conservation de la biodiversité et de responsabilité sociale<sup>20</sup>.

A noter que le label PEFC peut s'appliquer à des produits issus de papier recyclé. Le PEFC promeut la gestion durable des forêts et la traçabilité des produits forestiers tout au long de la chaîne d'approvisionnement, y compris pour les produits à base de papier recyclé.

## FSC

Le label FSC atteste que le produit forestier est issu d'une forêt qui a été gérée de manière responsable et durable, respectant ainsi les normes environnementales, sociales et économiques établies par le FSC. Les critères de certification du FSC couvrent différents aspects tels que la préservation de la biodiversité, la protection des droits des travailleurs forestiers, la gestion responsable des ressources forestières, la réduction de la déforestation, la lutte contre les activités illégales, entre autres. Le label FSC peut être apposé sur les produits finaux tels que le papier, le bois, les meubles, les emballages, etc., qui proviennent de sources forestières gérées de manière responsable et durable. En outre, le FSC certifie également les processus de production liés à ces produits forestiers (les chaînes d'approvisionnement, les processus de transformation et les pratiques environnementales des entreprises impliquées).



Le label FSC se décline en trois types : le « FSC 100% » qui certifie que le bois utilisé provient de forêts gérées de manière responsable et durable ; le « FSC recycled » qui garantit que le produit est fabriqué à partir de matériaux 100 % recyclés, réduisant ainsi la pression exercée sur les ressources forestières ; et enfin le label « FSC Mix » qui permet de combiner les deux caractéristiques<sup>21</sup>.

## NORME ISO 18604

Elle spécifie les exigences relatives aux emballages à classer comme valorisables sous forme de recyclage de matériaux<sup>22</sup>. Un produit dans un mono-matériau sera plus facilement recyclable car il ne nécessitera pas de traitement particulier pour une quelconque séparation de ses composants.

19 Test-achats, « Signification des logos et des labels sur les emballages. », 02/2023, consulté sur <https://www.test-achats.be/famille-prive/supermarches/dossier/logos-sur-les-emballages>

20 Use the PEFC label. PEFC. (n.d.). Consulté le 24 avril 2023, depuis <https://pefc.org/for-business/supply-chain-companies/use-the-pefc-label>

21 What the FSC labels mean: Forest stewardship council. fsc.org. (n.d.). Consulté le 24 avril, 2023, depuis <https://fsc.org/en/what-the-fsc-labels-mean>

22 ISO, "ISO 18604:2013" 01/2013, consulté sur <https://www.iso.org/obp/ui/fr/#iso:std:iso:18604:ed-1:v1:en>

## > Labels et certifications pour les processus d'impression écologique

Un processus d'impression écologique désigne une méthode d'impression qui vise à réduire l'impact environnemental de l'impression sur l'ensemble de son cycle de vie, depuis la production de l'encre et du papier jusqu'à l'élimination des déchets. Des certifications permettent de reconnaître les entreprises qui mettent en place des pratiques d'impression respectueuses de l'environnement. Il est important de noter que ces certifications ne garantissent pas une empreinte environnementale nulle, mais elles permettent d'identifier les entreprises qui s'engagent dans une démarche de réduction de leur impact environnemental. On peut noter les certifications et programmes suivants :

- Imprim' Vert
- Nordic Swan Ecolabel
- Blue Angel
- ISO 14001
- La certification imprimeurs ISO 12647

Le tableau suivant présente un récapitulatif des éléments pris en compte par les certifications attribuables au processus d'impression écologique.

	Imprim' Vert	Nordic Swan Ecolabel	Blue Angel	ISO 14 001
Fabrication à partir de matières premières durables	Non	Oui	Oui	La norme ne définit pas d'objectifs environnementaux spécifiques, mais l'entreprise qui la met en œuvre doit se fixer elle-même des objectifs de durabilité à atteindre
Substances dangereuses soumises à restrictions (produits chimiques)	Oui	Oui	Oui	
Circularité des produits (éléments autres que le papier)	Oui	Oui	Oui	
Émissions dans l'eau et dans l'air réduites (chrome, cuivre et composés organiques volatils)	Non	Oui	Oui	
Système de gestion des déchets	Oui	Oui	Oui	
Consommation d'énergie réduite	Oui	Oui	Oui	
Allongement de la durée de vie et tri approprié des déchets (produit solide et mention recyclage)	Oui	Non	Non	

### Le label Imprim'Vert

Le label Imprim' Vert est une certification inventée en France en 1998 dont le champ d'action s'est rapidement propagé dans d'autres pays d'Europe (Belgique, Espagne, Italie, Pays-Bas, Portugal et la Suisse). Les imprimeries disposant de la certification s'assurent que leur processus de fabrication de papier soit écologique.



Les imprimeries désireuses d'obtenir le label doivent se plier à diverses exigences. Elles doivent stocker les produits chimiques dangereux de manière sûre et appropriée. Ceux-ci doivent de plus être éliminés ou substitués conformément à la réglementation environnementale. Certains produits dangereux (notamment

les produits étiquetés CMR<sup>23</sup>) sont interdits dans le processus d'impression. Les imprimeries doivent surveiller leur consommation d'énergie et mettre en place des mesures pour la réduire. En outre, la certification encourage l'utilisation de papier labellisé et la réduction de la consommation de papier. Finalement, les imprimeries doivent mettre en place une communication spécifique autour d'Imprim'Vert afin de sensibiliser l'ensemble du personnel et les clients<sup>24</sup>.

Les entreprises en mesure de respecter ces critères peuvent demander la certification auprès de l'organisme (détenu par Amigraf<sup>25</sup>). Lorsqu'elles obtiennent le label Imprim'Vert, elles peuvent l'afficher sur leurs documents commerciaux et publicitaires pour attester de leur engagement en faveur de l'environnement<sup>26</sup>.

### Nordic Swan Ecolabel

Le Nordic Swan Ecolabel a été créé en 1989 par le Conseil nordique des ministres en tant que système d'écolabel volontaire pour les pays nordiques : le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède<sup>27</sup>.



Le label Nordic Swan Ecolabel s'applique à plus ou moins 55 types de produits et services. Parmi ceux-ci, on trouve la catégorie Imprimeries et imprimés. Elle inclue les imprimeries ainsi que les supports imprimés tels que les magazines, les journaux, les brochures publicitaires, les livres, les enveloppes, les bannières et les emballages<sup>28</sup>.

Le label a pour objectif de réduire l'impact environnemental et climatique des imprimeries et des imprimés, tout en promouvant de bonnes conditions de travail. Pour y parvenir, des exigences strictes sont imposées concernant les matériaux d'impression, les produits chimiques utilisés et la consommation d'énergie. Ces exigences favorisent également le recyclage, réduisent la consommation de ressources et les volumes de déchets, et encouragent l'économie circulaire. Parmi ces exigences, on trouve que, pour produire des imprimés labellisés Nordic Swan Ecolabel, les imprimeries doivent être elles-mêmes certifiées par le label Nordic Swan Ecolabel.

### Le label Blue Angel

Le label Blue Angel a pour objectif de promouvoir des pratiques d'impression respectueuses de l'environnement en distinguant les produits des entreprises qui réduisent leur impact environnemental tout au long du processus d'impression<sup>29</sup>.



Les critères environnementaux du label couvrent plusieurs aspects tels que la gestion responsable des ressources, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la limitation de l'utilisation de substances dangereuses (en utilisant du papier et de l'encre écologiques), la réduction de la consommation d'eau et d'énergie, ainsi que la promotion du recyclage et de la réutilisation des matériaux<sup>30</sup>.

Il est reconnu comme l'un des labels environnementaux les plus stricts et les plus fiables au monde et permet aux consommateurs de faire des choix plus responsables en faveur d'imprimés écologiques<sup>31</sup>.

23 La classification et l'étiquetage. Site CMR : La classification et l'étiquetage. (n.d.). Consulté le 25 avril 2023, depuis <https://www.substitution-cmr.fr/index.php?id=286>.

24 Critère Imprim'vert disponible à l'adresse suivante : <https://www.groupe-imprim.com/environnement/imprimvert.html>

25 Accueil. Amigraf. (n.d.). Consulté le 25 avril 2023, depuis <https://www.amigraf.com/>

26 Imprim'vert Présentation. Imprim'vert. (n.d.). Consulté le 24 avril 2023, depuis <https://www.imprimvert.fr/presentation>

27 Front Page : Nordic cooperation. Front page | Nordic cooperation. (n.d.). Consulté le 25 avril, 2023, depuis <https://www.norden.org/en>

28 Printing companies and printed matter. Nordic Ecolabel. (n.d.). Consulté le 14 avril 2023, depuis <https://www.nordic-ecolabel.org/product-groups/group/?productGroupCode=041>

29 Print houses and printed matters (until 06/2023): Blauer Engel. Blue Angel. (n.d.). Consulté le 24 avril 2023, depuis <https://www.blauer-engel.de/en/productworld/printed-matters>

30 <https://produktinfo.blauer-engel.de/uploads/criteriafile/en/DE-UZ%20195-201501-en%20Criteria-V9.pdf>

31 Giese, J. C. P. (2020, April). Strengthening sustainable consumption worldwide – the German ecolabel blue angel goes international. adelphi. Consulté le 24 avril 2023, depuis <https://adelphi.de/en/projects/strengthening-sustainable-consumption-worldwide-the-german-ecolabel-blue-angel-goes>

## La certification imprimeurs ISO 12647

Cette certification est destinée aux imprimeurs qui utilisent des procédés d'impression comme l'offset, la sérigraphie ou la flexographie. Pour l'obtenir, il faut respecter de nombreuses conditions (notamment les angles des trames, les formes des points de trame, la couleur et brillance des supports d'impressions, et bien d'autres encore). Elle permet de donner un cadre à la fidélité colorimétrique avec l'objectif de conserver la couleur de manière précise afin d'éviter les multiples retours.

Cette certification est l'une des plus compliquées à obtenir pour un imprimeur à cause des multiples conditions. Mais l'avoir lui permet de garantir et justifier une qualité d'exception ainsi que le respect de l'utilisation des encres.

## ANNEXE 6 : ACCESSIBILITÉ NUMÉRIQUE

### > Check-list de base accessibilité numérique

<https://mes-outils-numeriques.cfwb.be/fileadmin/sites/eqnu/uploads/documents/Checklist-test-accessibilite.pdf>

### > Créer des documents bureautiques accessibles

[https://disic.github.io/guides-documents\\_bureautiques\\_accessible/html/#pr%C3%A9sentation-des-guides](https://disic.github.io/guides-documents_bureautiques_accessible/html/#pr%C3%A9sentation-des-guides)

### > Normes

#### Les WCAG 2.1

Les WCAG 2.1 constituent la référence internationale en matière de normes d'accessibilité numérique. C'est un ensemble de recommandations ayant pour but d'améliorer l'accessibilité des sites web qui s'appuie sur 3 niveaux d'accessibilité : A (désigne un niveau d'accessibilité minimum. Exemple : créer des raccourcis clavier ou activer des actions grâce au mouvement de l'appareil.) ; AA (améliore de manière significative l'accessibilité. Exemple : espacer le texte de manière à ce qu'il soit plus lisible ou utiliser un contraste adapté pour faciliter la lecture d'un contenu non textuel) ; AAA (désigne le plus haut niveau d'accessibilité. Exemple : mettre en place des animations qui résultent d'une interaction).

Faisant partie des règles du W3C (World Wide Web Consortium) qui définissent les standards du web pour tous, ces recommandations s'appliquent à tous les types de contenus web. Elles reposent sur 4 grands principes : être perceptible, être utilisable, être compréhensible et être robuste. Ces directives sont en cohérence avec la norme RGAA.

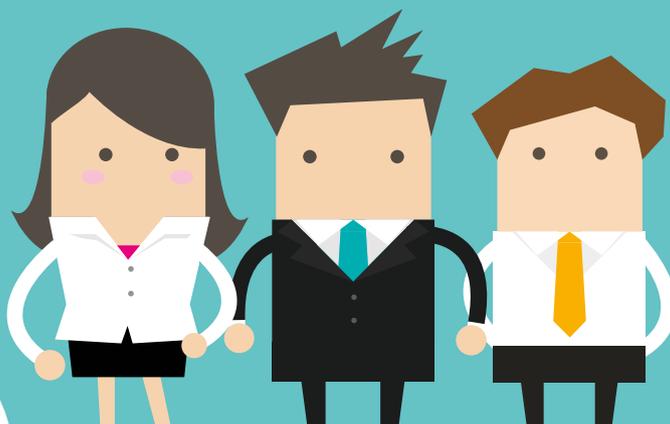
#### La norme européenne 301 549 V 2.1.2

Établie par l'Union européenne dans le cadre de la directive 2016/2102, la norme européenne (EN) 301 549 V 2.1.2 repose plus particulièrement sur la mise en conformité des technologies de l'information et de la communication. Elle fait référence aux niveaux A et AA des normes internationales sur l'accessibilité des contenus web (WCAG) 2.1.

#### PDF/UA<sup>32</sup>

Publiée en juillet 2012 sous la référence ISO 14289, la norme Portable Document Format/Universal Accessibility (PDF/UA) fournit des lignes directrices pour la création de documents PDF accessibles. Le format PDF est largement utilisé dans notre quotidien, notamment dans le milieu professionnel, car il est compatible avec tous les systèmes. Il permet de préserver les éléments textuels et non textuels des documents. Toutefois, les fichiers PDF ne sont pas toujours accessibles à tous, en particulier aux personnes en situation de handicap. D'où l'importance de mettre en place des dispositions cohérentes et applicables pour faciliter l'implémentation du PDF accessible. Avec la norme PDF/UA, tout le monde devrait pouvoir accéder aux contenus des documents PDF – indépendamment des handicaps, qu'ils soient visuels, auditifs ou cognitifs.

<sup>32</sup> <https://www.anysurfer.be/fr/documentation/articles/detail/quest-ce-que-laccessibilite>



[developpementdurable.wallonie.be](https://developpementdurable.wallonie.be)

**Des questions?**

[marchespublics.responsables@spw.wallonie.be](mailto:marchespublics.responsables@spw.wallonie.be)



Éditrice responsable :  
Sylvie MARIQUE, Secrétaire générale - SPW  
Place Joséphine-Charlotte, 2 - 5100 Namur

Dépôt légal : D/2024/11802/237  
ISBN : 978-2-8056-0702-8

Janvier 2025

Publication gratuite